

Charlotte Laurier,  
la force d'un torrent  
Page E 1



Pan Bouyoucas,  
chouchou des collégiens  
Page A 5

www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

Vol. XCVI N° 77

LES SAMEDI 9 ET DIMANCHE 10 AVRIL 2005

2,18\$ + TAXES = 2,50\$



## « Santo subito! »

Un million de fidèles pour des obsèques grandioses

GINA DOGGETT

**C**ité du Vatican — D'un côté, il y avait la foule, religieux, officiels et anonymes composant une immense mosaïque de couleurs, réunis pour des obsèques grandioses. De l'autre, le pape dans un simple cercueil en bois de cyprès, exposé devant la basilique Saint-Pierre.

Devant des dizaines de dirigeants venus du monde entier, un million de pèlerins et des centaines de millions de personnes dans le monde grâce aux télévisions, le cardinal allemand Joseph Ratzinger a présidé une cérémonie funèbre somptueuse, faisant l'éloge d'un pape qui a « porté une charge au-delà des forces purement humaines ».

Vue du ciel, la place Saint-Pierre était multicolore: rouge, violette, blanche, jaune, noire...

Les 160 cardinaux qui concélébraient la messe, placés derrière l'autel, près de la façade blanche de la basilique, formaient une barre pourpre, leurs surplis ondoyant dans le vent. À côté des évêques dans leurs parements violets s'ajoutaient quelques centaines de prêtres officiant en tenues liturgiques blanches. Face à eux, le groupe des chefs d'Etat et des têtes couronnées en vêtements de deuil,

assis sur des chaises dorées, formait une grande tache noire sur le parvis de la basilique Saint-Pierre. Il y avait là George W. Bush, Jacques Chirac, Aleksander Kwasniewski, Mohammad Khatami, le roi Abdallah de Jordanie...

Karol Wojtyła, 264<sup>e</sup> pape de la chrétienté, est entré dans la crypte dans son cercueil en bois, après 26 ans et cinq mois de règne, pour reposer près de la sépulture de saint Pierre

Il y avait aussi des gardes suisses, en livrée jaune et pourpre et casque à plumes rouges. Et au milieu du parvis, le cercueil du pape défunt, placé sur un tapis persan devant l'autel. Apporté par 12 hommes vêtus de noir et accompagné par un chant grégorien de requiem, il a été salué à son arrivée par un long applaudissement des fidèles. Et des sanglots.

L'entrée de la basilique, ornée d'un crucifix, était drapée d'un rideau de velours rouge avec une tapisserie figurant la résurrection du Christ. Sur la partie de la place réservée aux simples fidèles dominaient le blanc et le rouge, couleurs de la Pologne, tout comme sur la grande avenue qui y conduit, la via della Conciliazione, et dans les rues voisines, où des écrans géants retransmettaient la messe pour ceux restés bloqués là, faute de place.

Ils étaient des milliers de compatriotes du pape, venus avec d'immenses drapeaux nationaux, brandis haut quand la foule a

VOIR PAGE A 6: PAPE

■ Autres informations en pages A 6, A 7 et B 3

## Chrétien a profité des largesses de Jean Brault

BRIAN MYLES

Jean Chrétien a profité des largesses de Jean Brault, qui était persuadé d'obtenir des contrats du gouvernement fédéral en raison d'un coup de pouce non déclaré de 50 000 \$ donné à la campagne du futur premier ministre en 1993.

Alain Renaud, un courtier libéral à la solde de Groupaction, a relié Jean Brault à l'ex-premier ministre Chrétien dès les premières minutes de son témoignage, fait hier à la commission Gomery. Il a de plus confirmé l'ingérence du cabinet du ministre des Travaux publics et de celui du premier ministre dans le choix des agences de publicité bénéficiaires des contrats de commandite.

M. Renaud se souvient très bien de l'enthousiasme de Brault, un homme d'affaires « très très dur » rongé par l'ambition, lors de leur première rencontre en novembre 1994. En raison de son coup de pouce donné au nouveau premier ministre, il croyait l'affaire dans le sac et n'attendait qu'un coup de fil d'Ottawa pour

VOIR PAGE A 9: CHRÉTIEN

■ Autres informations en pages A 2, A 3 et B 1

### INDEX

Actualités	A2	Idées	B5
Annonces	C8	Monde	A7
Avis publics	C4	Mots croisés	C9
Bourse	C2	Météo	C7
Carrières	C6	Perspectives	B1
Décès	C9	Rencontres	D2
Économie	C1	Science	B6
Éditorial	B4	Sports	C10

## Une étiquette qui tue?

Les Québécois peuvent maintenant se dire « de droite » sans s'avouer pour autant atteints d'une maladie honteuse



Stéphane Gendron, maire de Huntingdon

«De droite»: c'est, au Québec, l'étiquette qui tue. Pour discréditer quelqu'un, pour l'«excommunier», elle suffit souvent. Mais avec le réexamen des fruits de la Révolution tranquille et du «modèle québécois», serait-on en train de lever le tabou? Se dire «de droite» revient de moins en moins à s'avouer atteint d'une maladie honteuse; plusieurs nouvelles petites publications se réclament même ouvertement de l'étiquette honnie du «conservatisme». Plus que jamais, leurs porte-parole sont entendus à la télé et à la radio. Cela ne signifie pas pour autant que ces droitistes s'entendent parfaitement entre eux...

ANTOINE ROBITAILLE

«**J**e suis en route pour l'aéroport, je m'en vole pour Rome», dit Luc Gagnon, joint par cellulaire mercredi. Malgré les circonstances, malgré «la douleur d'avoir perdu l'équivalent d'un père», ce directeur d'Egards, une petite revue autoproclamée «de la résistance conservatrice», est enthousiaste et se montre disert. Il est en effet enthousiaste à l'idée d'être dans la Ville éternelle pour les funérailles de Jean-Paul II. Autre source de sa joie: que *Le Devoir* l'interroge sur l'Etat de la droite au Québec. «Oui, il y a quelque chose qui change», dit ce trentenaire de son ton affecté en réglant sa course de taxi. «Cette société se repositionne. On commence enfin à

VOIR PAGE A 8: DROITE

## Ressac sans précédent contre les libéraux fédéraux

Le Canada anglais est foudroyé par l'ouragan Gomery

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Les Canadiens ont été foudroyés avec une puissance et une rapidité jamais vues depuis le début du scandale des commandites par les révélations faites devant la commission Gomery par Jean Brault, l'ancien président de Groupaction. Depuis jeudi après-midi, les bulletins de nouvelles spé-

«Même si Paul Martin était un politicien habile, ce qu'il n'est pas, il serait impossible pour lui de soutenir une rage publique de cette ampleur»

ciaux sur les grands réseaux, les tribunes téléphoniques dévastatrices sur les ondes radiophoniques et les pages frontispices assassines des plus importants journaux du pays se multiplient. Le reste du Canada, qui suivait d'un œil distrait les travaux de la commission Gomery depuis quelques semaines, vient d'être frappé par l'orage. Et pour les libéraux de Paul Martin, le ressac pourrait être sans précédent, soutiennent les analystes politiques interrogés par *Le Devoir*.

Les allégations de Jean Brault ont été qualifiées d'«explosives» et traitées comme telles partout au Canada. De Vancouver à Halifax en passant par Calgary et Toronto, les quotidiens ont lancé à leurs lecteurs des titres décapants, à la mesure des textes qu'ils coiffaient. Les uns de journaux d'un océan à l'autre taillent littéralement en pièces le Parti libéral du Canada.

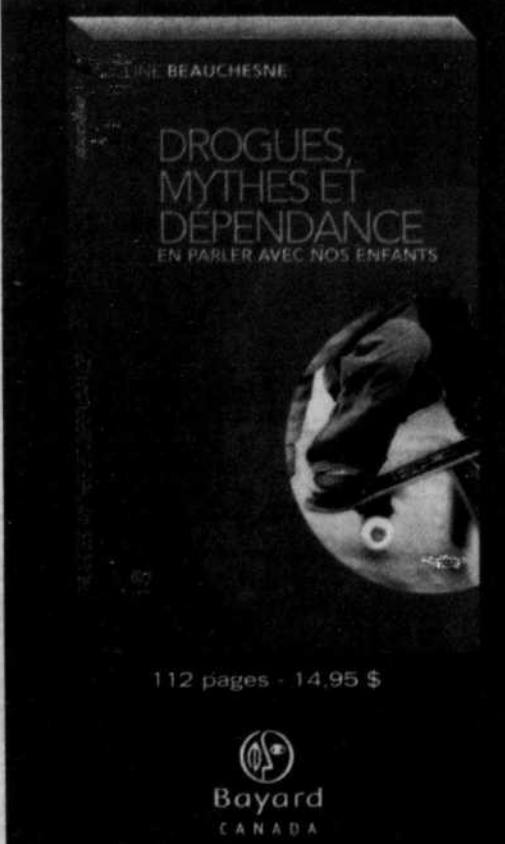
«La réaction au Québec était déjà très forte, les gens suivaient la commission Gomery comme un téléroman, mais il y avait moins de ferveur ici», explique Philip Resnick, politologue à l'université de la Colombie-Britannique. «Cependant, étant donné la dimension que

VOIR PAGE A 10: RESSAC

■ La revue des éditoriaux du ROC, à lire en page B 5

«Un livre remarquable...»

Jacques Languirand



112 pages - 14,95 \$

Bayard CANADA

7 8313 00069

## • LES ACTUALITÉS •

### L'UQAM congédie Corbeil et Gosselin

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

L'Université du Québec à Montréal (UQAM) n'a fait ni une ni deux hier: elle a remercié Serge Gosselin et Benoît Corbeil, deux employés de sa fondation dont les noms ont émergé lors du témoignage de Jean Brault devant la commission Gomery.

«Le président de la Fondation de l'UQAM [Pierre Roy] a exigé et obtenu [hier] matin la démission de Benoît Corbeil et de Serge Gosselin», a indiqué l'institution hier avant-midi par voie de communiqué. La Fondation de l'UQAM employait M. Corbeil à titre de directeur exécutif et directeur du développement de la fondation alors que M. Gosselin agissait comme directeur du développement du financement public.

«Le président a estimé qu'à la suite des allégations publiques faites lors des travaux de la commission Gomery, MM. Corbeil et Gosselin n'étaient plus en mesure d'assumer leurs mandats à la Fondation de l'UQAM», a indiqué en cours de journée Pierre Parent, vice-recteur aux affaires publiques et au développement, dans un message destiné à la communauté de l'UQAM.

Le témoignage corsé de l'ex-président de l'agence de publicité Groupaction, Jean Brault, a pointé à la fois M. Corbeil et M. Gosselin comme faisant partie des personnes qui ont soit sollicité, soit profité des fonds fédéraux pour renflouer les coffres du Parti libéral du Canada.

«Je veux dire à tous les membres de notre communauté mon regret le plus vif devant cette situation déplorable dans laquelle nous sommes aujourd'hui placés», écrit M. Parent dans son message. Lors d'un entretien téléphonique hier, M. Parent a assuré que l'université réexaminera l'ensemble des dons dont MM. Corbeil et Gosselin avaient la responsabilité en tant que contractuels à la fondation, depuis février 2003 pour le premier et novembre 2002 pour le second.

«Nos opérations sont surveillées et contrôlées de façon très rigoureuse», a assuré M. Parent, qui assume dès maintenant les responsabilités des deux postes vacants. «Nous allons réexaminer l'ensemble des opérations, mais nous sommes confiants que tout a été fait dans les règles.»

Rappelons que le témoignage de Jean Brault devant la commission Gomery cette semaine aura permis d'apprendre que Benoît Corbeil, alors directeur général de la section québécoise du Parti libéral du Canada, faisait partie des personnes qui ont sollicité M. Brault pour renflouer les coffres de la formation politique fédérale.

Toujours selon M. Brault, c'est à la demande de Benoît Corbeil que Serge Gosselin, un «bon militant libéral», aurait été pris à la charge de Groupaction, recevant des honoraires annuels de 80 000 \$ sans pour autant avoir à effectuer une seule heure de travail pour l'agence de publicité.

M. Gosselin, également chargé de cours à l'UQAM, travaillait à la fondation à temps complet tandis que M. Corbeil n'y était que trois jours par semaine. L'UQAM était incapable de dire hier si les réserves qu'elle exprime quant à Serge Gosselin pour son travail à la fondation allaient se manifester de la même manière pour les tâches qu'il effectuait comme chargé de cours.

Le recteur de l'UQAM, Roch Denis, a participé étroitement à la gestion de cette «crise» qui a surpris l'UQAM hier en journée. Il devait se présenter hier matin au dévoilement du Pôle universitaire de la Montérégie mais a annulé son passage à la toute dernière minute.

Le Devoir

Scandale des commandites

## Une image à refaire

Les publicitaires s'interrogent sur les mesures à prendre pour rétablir leur crédibilité auprès du public et des clients

FABIEN DEGLISE

Après la politique, la publicité. L'onde de choc provoquée par les révélations de Jean Brault, ex-président de l'agence Groupaction, devant la commission Gomery n'a pas épargné hier l'industrie de la création publicitaire du Québec. Entaché par des aveux sur des pratiques pour le moins douteuses, mis en accusation «par association» sur la place publique, le milieu réfléchit désormais à voix haute aux façons de recoller les pots cassés... tout en évitant que pareil scandale ne se reproduise.

«La couverture massive de la commission Gomery est en voie de créer une fracture entre la population et les milieux de la publicité, de la commandite et des relations publiques», a expliqué hier Guy Versailles, président de Versailles Communications, dans une lettre publiée sur la vitrine réticulaire d'Infopresse où, au lendemain de la levée partielle de l'interdit de publication sur le témoignage de M. Brault, le débat a fait rage. «La tempête passera éventuellement, mais elle aura arraché bien des arbres.»

Les dommages étaient prévisibles. Et ils semblent désormais, devant la charge explosive induite par le témoignage de M. Brault, inquiéter passablement les acteurs de ce milieu. «Comment se sortir par soi-même de cette vase mouvante?», questionne dans ce même coin du cyberspace Denis Collette, de Collette branding, design, communication. «Notre silence suspect dans ce dossier laisse la perception d'être nous-mêmes enlisés dans ce marécage nauséabond. Nous sommes paralysés aux

commandes, pris au piège dans ce traquenard, subissant quotidiennement les effluves de cette vase putride.»

Les images sont fortes. Les propos, durs et mus par la frustration de se retrouver, malgré eux, dans la ligne de mire des traqueurs de coquins: «J'en ai assez de voir des ordures salir la réputation de notre métier», écrit Pascal Henrard, qui se présente comme un concepteur rédacteur libre. Les nombreux commentaires appellent d'ailleurs dans l'ensemble à l'ouverture d'un débat sur la profession de publicitaire et sur l'installation de garde-fous afin d'éviter que ces dérapages ne se reproduisent.

«Si, autrefois, le coup de "l'enveloppe" ou du club de cigares était monnaie courante, se demande M. Henrard, est-il éthique en 2005 de continuer ce jeu-là? On ne fait plus de la communication comme on en faisait en 1980 et on ne fait plus des affaires comme on en brassait en 1960.»

Ordre professionnel des publicitaires, révision des lois existantes, campagne de pub «pour redorer notre image», dit l'un deux, les solutions sont sur la table. Mais elles sont aussi prématurées, croit Yves Saint-Amand, président de l'Association des agences de publicité du Québec (AAPQ). «Il n'y a pas péril en la demeure», dit-il. Les publicitaires réagissent aujourd'hui [hier] comme des publicitaires. Avec émotion. C'est normal. Mais je ne pense pas que le milieu soit aussi ébloué par ce scandale qu'on veut bien le laisser croire.»

Les résultats préliminaires d'un sondage à paraître la semaine prochaine tendraient d'ailleurs à le prouver, maintient-il, en pointant surtout le gouvernement fédéral et le Parti libéral comme les responsables dans

le scandale des commandites. Les agences de publicité sembleraient très peu touchées, poursuit le président de l'AAPQ, sans donner plus de détails sur le contenu du sondage. «Nos rapports avec nos clients sont toujours très bons, poursuit-il. Bien sûr, nous nous faisons poser plus de questions sur les montants facturés. Mais nous n'avons pas perdu de contrats.»

Jean-François Bernier, président de l'Agence de publicité Alfred le confirme. «Les clients sont déjà aux aguets, dit-il, commission Gomery ou non. Quant à une campagne de publicité pour notre profession, je pense que c'est la pire idée que j'ai entendue. En tout cas, c'est la meilleure façon de reconnaître publiquement notre culpabilité, alors que nous n'avons pas à nous sentir coupables. Des "crosseurs", il y en a partout. C'est dégoûtant, c'est sûr. Mais, dans un milieu où il y a de l'argent, c'est inévitable. Et il ne faudrait surtout pas mettre tous les publicitaires dans le même panier.»

En fins stratèges, les fils et filles de pub attendent par ailleurs la fin de la crise pour évaluer les véritables dégâts. Et pas question d'intervenir trop rapidement, préviennent-ils. «Hier [mercredi], la commission Gomery a occupé 12,5 % de la masse totale d'information diffusée au pays, dit M. Saint-Amand. C'est énorme. Imaginez le montant qu'il faudrait dépenser pour une campagne de relations publiques capable de concurrencer ça... en mettant sur le devant de la scène de bons publicitaires afin d'estomper doucement la présence de «ces petits entrepreneurs qui se sont improvisés communicateurs», dénonce M. Henrard.

Le Devoir

## Gagliano aurait dirigé une équipe de financement parallèle

Daniel Dezainde raconte son expérience à la direction du PLC-Q

KATHLEEN LÉVESQUE

Le successeur de Benoît Corbeil à la direction de la section québécoise du Parti libéral du Canada soutient avoir dissout en 2001 l'équipe de financement parallèle dont la tête dirigeante présumée était Alfonso Gagliano.

À son arrivée comme directeur général du PLC Québec, en mai 2001, Daniel Dezainde découvre une formation politique qui éprouve de sérieuses difficultés financières. Mais il y a un autre problème: des employés responsables du financement ne rendent pas compte de leur travail auprès du directeur général.

«Ils ne respectaient pas la ligne d'autorité. Ils se rapportaient ailleurs. C'était inacceptable pour moi parce que s'il y a quelque chose qui retourne, comme patron, c'est toi qui dois en répondre. [...] J'ai donc mis à la porte Burryl Wiseman [...], qui relevait de M. Morselli qui, lui-même, se rapportait, je présume, à M. Gagliano parce qu'il était le lieutenant politique», a affirmé au Devoir M. Dezainde, aujourd'hui attaché de presse du ministre Jacques Sadia.

Après son départ, M. Wiseman a été embauché par Jean Brault, de Groupaction, à la demande de Joe Morselli. Selon le témoignage de M. Brault, M. Wiseman recevait 5000 \$ comptant par mois.

Devant la commission Gomery, Jean Brault a raconté avoir versé 1,4 million de dollars au PLC, notamment en argent comptant, à la demande de Benoît Corbeil, Jacques Corriveau, Joe Morselli et Alain Renaud. Ce dernier a empoché 1,1 million en honoraires à titre de lobbyiste.

M. Dezainde soutient n'avoir jamais vu les centaines de milliers de dollars issus du programme de commandites qui auraient transité par Groupaction pour aboutir dans les coffres du Parti libéral du Canada. «Si j'avais vu la couleur de cet argent-là, je n'aurais pas été pris à gérer la situation extrêmement difficile du parti. [...] Quand je suis arrivé, pendant plusieurs mois, rien n'entrait; pas un sou des entreprises. À un point tel que c'est ce qui nous a amenés à mettre en place une structure de financement populaire dont nous, soit les instances élues du parti, aurions le contrôle. C'est ce qui nous a permis de redresser la situation», a expliqué Daniel Dezainde, qui a déjà raconté tous ces faits à la Gendarmerie royale du Canada.

Le grand collecteur de fonds du PLC au Québec au cours de la dernière décennie, Paul Massicotte (sénateur nommé par Jean Chrétien en juin 2003), a donné l'assurance qu'il n'avait aucune connaissance de tout ce qui est révélé à la commission Gomery. Plus tôt cette semaine, il a précisé au Devoir qu'il avait été responsable du financement dirigé vers la permanence nationale. L'organisateur chaque année le super-bénéfice du premier ministre Jean Chrétien, veillait à grossir les rangs du club Laurier (1000 \$ par année) et sollicitait les dons des entreprises. Mais le

sénateur Massicotte n'a aucun souvenir d'avoir sollicité Groupaction, Lafleur, Gosselin et autres Groupe Everest. «Je ne me souviens pas d'avoir sollicité ces entreprises. Mais avoir su que ces compagnies faisaient autant d'argent, on aurait dû leur demander une certaine aide», a-t-il affirmé.

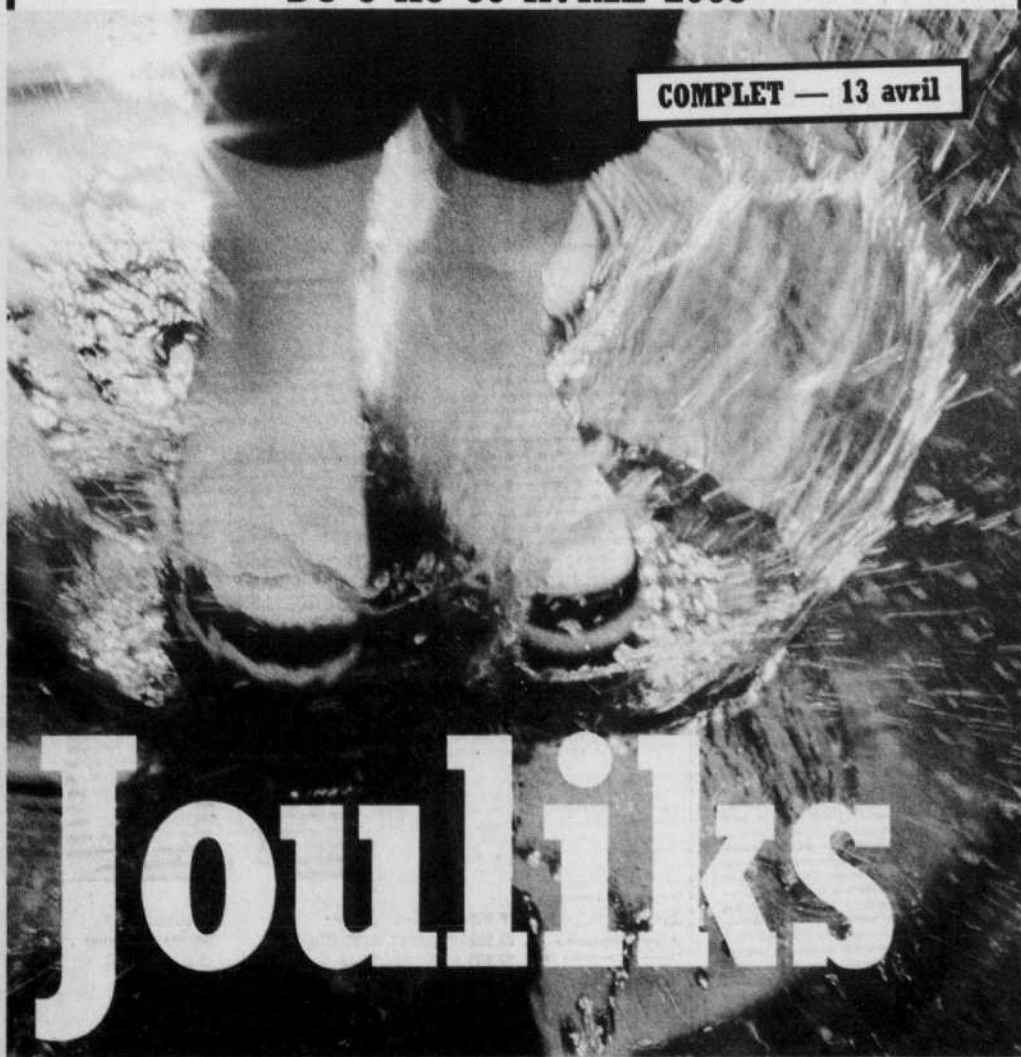
De passage hier à Montréal, le lieutenant québécois du premier ministre Paul Martin, le ministre Jean Lapierre, a réitéré son interprétation du scandale des commandites, soit que des libéraux sans scrupules ont floué le PLC. «Moi, j'ai l'impression que c'est un groupe isolé. Il faudra voir», a dit M. Lapierre, qui s'attend à ce que les travaux de la commission Gomery nous en fassent «voir des vertes et des pas mûres dans les 60 prochains jours».

Devant la possibilité d'un déclenchement rapide des élections, M. Lapierre ne s'est guère montré enthousiaste. «Moi, je n'ai aucune presse, je peux vous le dire. C'est évident que nous, on veut que la commission fasse son travail. Quand le rapport sera rendu public, peut-être que les partis d'opposition décideront à ce moment-là, dans leur évaluation, que le peuple doit décider. Nous, on a commandé la commission Gomery. La GRC est là-dedans. Et on espère que s'il y a des coupables, ils vont se faire arrêter pis ils vont se faire pogner.»

Avec la collaboration de Jeanne Corriveau  
Le Devoir

DU 5 AU 30 AVRIL 2005

COMPLET — 13 avril



# Jouliks

Texte MARIE-CHRISTINE LÊ-HUU

Mise en scène ROBERT BELLEFEUILLE assisté de Diane Fortin.

Avec MARIE-CHRISTINE LÊ-HUU, SUZANNE CLÉMENT, CATHERINE BÉGIN, PATRICK GOYETTE, AUBERT PALLASCIO et GUILLAUME CHAMPOUX

Collaborateurs : Jean Bard, Sarah Ballex, Étienne Boucher, Louise Beaudoin, Suzanne Trépanier, Karine Desmarais et Annie Génereux.

Une création du

Théâtre d'aujourd'hui

3900, rue Saint-Denis, Montréal H2W 2M2 (☎ métro Sherbrooke)

Informations et réservations (514) 282-3900

www.theatreaujourd'hui.qc.ca

En partenariat avec

Hydro Québec et LE DEVOIR



### JOURNÉE PORTES OUVERTES

Dimanche 10 avril dès 10 heures

Venez nous visiter et vous pourriez gagner un camp de cuisine pour votre enfant.

Camps de cuisine pour enfants et ados

Cours de cuisine pour tous



Dans le Vieux-Montréal  
360 Champ-de-Mars  
Métro Champ-de-mars  
514 393-8111

ACADÉMIE CULINAIRE .com  
Pour le plaisir de cuisiner

## TOUT NOUVEAU EN 2005!



Un incontournable pour la détente,  
un fauteuil zéro-gravité conçu pour les 6 pieds et plus.

Profitez de notre offre de lancement!

Boutique  
Tout pour le Dos

Un rendez-vous avec le confort

7-8780, Boul. Saint-Laurent (coin Crémazie)  
514-383-1582 1-800-268-1582  
www.toutpourledos.com

## L'AGENDA

L'horaire télé et cinéma, le guide de vos soirées

Gratuit dans Le Devoir du samedi

## ACTUALITÉS



## Martin demande à l'opposition d'être patiente

ISABELLE RODRIGUE

Ottawa — Au lendemain de la publication des révélations fracassantes sur le scandale des commandites, les libéraux de Paul Martin ont sommé les partis d'opposition de retenir leurs envies d'élections précipitées, une demande qui a rapidement été accueillie par une rebuffade.

Les conservateurs n'ont pas pris de temps à dire non à la demande des libéraux, qui estiment que l'intérêt public ne serait pas servi si le gouvernement était défait avant la publication du rapport de la commission d'enquête sur les commandites présidée par le juge John Gomery. Le rapport final doit être présenté en décembre.

La fièvre électorale a grimpé d'un cran à Ottawa depuis la publication des révélations de Jean Brault, jeudi. L'ancien dirigeant de l'agence Groupaction s'est mis à table en révélant les dessous du scandale des commandites, des allégations qui risquent d'avoir des effets dévastateurs sur le Parti libéral du Canada (PLC) et sur la survie du gouvernement minoritaire de Paul Martin.

Pour tenter de limiter les dégâts, le gouvernement Martin a rapidement répété que le premier ministre n'avait rien à voir avec toute cette affaire et que, d'ailleurs, c'est lui qui a mis sur pied la commission d'enquête.

«On dit qu'on ne veut pas une élection tant et aussi longtemps qu'on n'a pas le rapport du juge Gomery pour savoir exactement ce qui s'est passé, a fait valoir Marc Roy, porte-parole du premier ministre Martin. Et qui joue avec la possibilité d'une élection? C'est le Parti conservateur et l'opposition.»

Hier, les conservateurs ont répliqué qu'ils n'ont absolument pas l'intention de se faire dicter leurs décisions par les libéraux, qui aimeraient trop pouvoir gagner du temps. Seule la population décidera, fait-on valoir dans le clan du chef Stephen Harper.

«Ni le Bloc québécois ni les libéraux ne dicteront la date des prochaines élections», a indiqué Dimitris Soudas, porte-parole de M. Harper.

Quant au Bloc québécois, il soupèse toujours la possibilité de présenter une motion de non-confiance à la Chambre des communes, peut-être dès jeudi, qui correspond à une journée d'opposition où le parti de Gilles Duceppe doit décider de la motion qui sera débattue.

Ça demeure dans l'ordre des possibilités, a répété M. Duceppe, hier, lors d'un point de presse tenu à Québec.

«J'ai comme principe que, lorsqu'on entreprend une bataille, il faut la gagner. Est-ce qu'il y a des chances qu'une motion soit adoptée ou pas? On considère ça, on verra», a dit M. Duceppe, qui a aussi réitéré qu'il croyait que le gouvernement de Paul Martin n'avait plus «l'autorité morale» pour demeurer au pouvoir.

Le Bloc compte analyser de près l'effet que les révélations de l'ancien patron de Groupaction auront au Canada anglais, tout au long de la fin de semaine, pour déterminer si l'opinion publique se transforme et, surtout, si la population semble se tourner vers les conservateurs.

Presse canadienne

## Le PQ rendra l'argent de Groupaction

### Landry veut rendre plus étanche la loi sur le financement des partis politiques

TOMMY CHOUINARD  
ROBERT DUTRISAC

Québec — Voulant à tout prix se dissocier du scandale des commandites, le Parti québécois (PQ) a pris l'engagement de rembourser toutes les contributions reçues de la part des actionnaires et des employés de Groupaction depuis 1994, ce qui pourrait représenter une note d'au moins 100 000 \$, selon les révélations faites devant la commission Gomery.

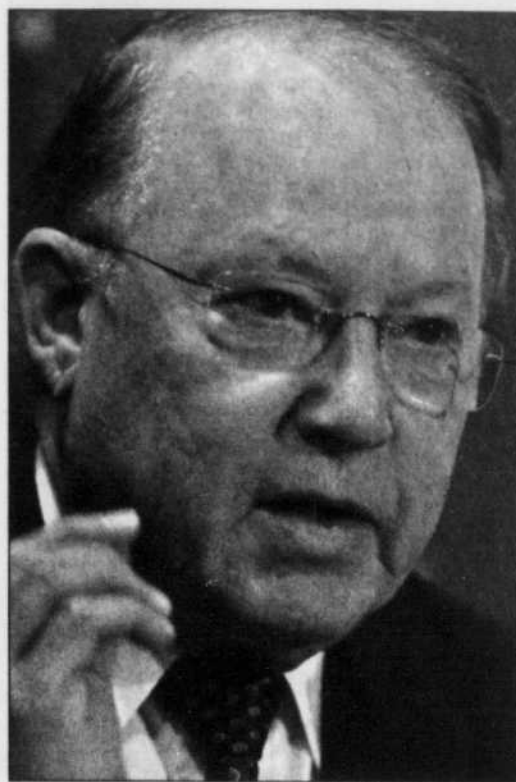
Le chef du PQ, Bernard Landry, s'est de plus engagé à resserrer la Loi sur le financement des partis politiques adoptée par René Lévesque en 1977, si son parti reprend le pouvoir. Il veut empêcher les entreprises de contourner cette loi en demandant à leurs employés de verser des contributions à un parti pour ensuite le rembourser. M. Landry se dit même «entêté» par l'idée de confier à l'État le financement des partis.

«Le Parti québécois va se séparer de tout argent venu du scandale des commandites à travers Groupaction. Nous ne voulons d'aucune façon être associés, ni de près ni de loin, à Groupaction», a affirmé Bernard Landry à la sortie d'une messe commémorative célébrée à la mémoire de Jean-Paul II à la basilique Notre-Dame de Québec, hier.

Le PQ a expédié une lettre au commissaire John Gomery pour obtenir la liste des employés et des actionnaires de Groupaction, dans le but de connaître le montant des contributions que ceux-ci ont versées dans les coffres du parti. Selon le témoignage de l'ancien président de Groupaction, Jean Brault, son entreprise a remis, à la fin des années 90, 100 000 \$ au PQ par l'intermédiaire de chèques personnels provenant d'une quinzaine d'employés, qui ont ensuite été remboursés par leur employeur. Groupaction tentait alors de conserver un contrat de publicité avec la Société des alcools du Québec d'une valeur de quatre millions de dollars. Cette tentative a finalement échoué, puisqu'une autre agence a obtenu le contrat.

Bernard Landry a expliqué que son parti avait reçu ces contributions personnelles «en toute bonne foi» puisque celles-ci «respectaient en apparence la loi». «Si vous m'envoyez un chèque et que vous signez votre nom, je ne présumerai pas que c'est votre employeur qui vous a remboursés», a-t-il dit. Or, a-t-il ajouté, la commission Gomery a démontré que «l'esprit et la lettre de la loi avaient été violés», forçant son parti à réagir.

L'équipe du commissaire Gomery refuse de remettre cette liste au PQ, estimant que ce n'est pas son rôle. Le parti tentera donc de l'obtenir autrement. Mais comme des noms d'employés et d'actionnaires de Groupaction sont déjà connus, le PQ retracera leurs contributions dès maintenant. Les sommes repérées seront retirées des coffres du parti et déposées dans un compte en fidéicommis.



Bernard Landry

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«Nous allons maintenant consulter le directeur général des élections et quelques juristes pour savoir ce qui pourrait être fait de mieux avec cet argent», a noté M. Landry.

Et que fera le chef péquiste dans le cas des entreprises qui pourraient avoir utilisé le même stratagème que Groupaction pour financer son parti? «Vous allez me donner les noms, parce que moi je n'ai jamais entendu parler de ça», a-t-il répondu.

Néanmoins, M. Landry reconnaît qu'«il y a des gens qui peuvent contourner la loi» sur le financement des partis politiques. «Mais on ne peut pas transformer le Québec en État policier. Si vous me faites un chèque, je ne vais pas envoyer la police chez vous pour savoir si c'est votre patron qui a fourni l'argent ou si c'est vous», a-t-il dit.

Pour Yves Boisvert, professeur d'éthique publique de l'École nationale d'administration publique (ENAP), la contribution de Groupaction au PQ illustre parfaitement la faille qui existe dans la loi sur le financement des partis telle que conçue par René Lévesque.

Le PQ n'a pas encaissé une contribution d'une en-

treprise, Groupaction, mais plutôt plusieurs contributions d'individus, se conformant ainsi à la lettre de la loi. En revanche, ces contributions étaient télégraphées par Groupaction, qui les a remboursées aux donateurs. «Le trou dans la loi, ce sont les gymnastiques faites par les entreprises pour fragmenter leur don», a souligné M. Boisvert au Devoir.

Cette manière de faire n'est pas légale pour une entreprise, puisque le donateur doit non seulement être une personne physique mais aussi faire son don «à même ses propres biens».

Or il s'agit d'une pratique courante, comme l'a démontré une enquête signée par Kathleen Lévesque dans *Le Devoir* en 2001. La situation n'a pas changé: sous le couvert de l'anonymat, des chefs d'entreprise, des avocats, des comptables ont confirmé au Devoir, cette semaine, que la fragmentation du don, dont le versement est partagé entre des employés ou des membres de la famille qui se font rembourser, avait toujours cours.

«Dans notre système actuel, c'est quasiment impossible à contrôler», estime Pierre F. Côté, ancien directeur général des élections (DGE). De fait, rares sont les individus qui ont fait l'objet d'accusations pour avoir versé des contributions à des partis politiques tout en obtenant un remboursement d'une entreprise ou d'un organisme. Il s'agit de cas isolés et liés à des activités de comté.

Pierre F. Côté propose qu'on permette aux entreprises de faire des contributions aux partis politiques: des dons relativement modestes, plafonnés à 5000 \$ ou 10 000 \$ par année. «Il faut une solution comme celle-là. Les gens qui disent que ça va à l'encontre de l'esprit de M. Lévesque nient la réalité. C'est se mettre la tête dans les sables», juge-t-il.

Le professeur Boisvert estime que la contribution de Groupaction au PQ, c'est «un financement classique», justement le genre que voulait éliminer René Lévesque. Il s'agit d'un entrepreneur qui fait un don au parti au pouvoir afin d'obtenir un contrat ou le prolongement d'un contrat. «de se mettre dans une position de privilège», a-t-il expliqué.

Selon M. Boisvert, le PQ n'a qu'à «démontrer qu'il n'y a pas eu de lien entre ce financement et l'obtention d'un contrat». Ce fut d'ailleurs le premier réflexe du PQ, a rappelé l'universitaire.

Yves Boisvert s'insurge contre l'amalgame que fait Jean Lapierre en mettant dans le même panier le don au PQ, la contribution de 50 000 \$ à la campagne électorale de Jean Charest par l'entremise de Groupe Électoral et le système de financement du Parti libéral du Canada à même les contrats de commandites. «C'est un système de transactions entre le financement du parti et l'obtention de contrats», a fait observer M. Boisvert, qui voit dans certaines transactions au comptant «une logique de corruption».

Le Devoir

**UN PAPE INOUBLIABLE !**  
Des souvenirs, nous en avons de toutes sortes!

**DESMARAIS & ROBITAILLE**  
Fondé en 1909

60, rue Notre-Dame Ouest  
Montréal, Qc  
H2Y 1S6  
(514) 845-3194

**PRINTEMPS • jazz-funky, multi-jazz, claquette, irish step, classique**  
Enfants • Adolescents • Adultes  
Au ♥ du plateau Mont-Royal  
**521-3456**

**ÉTÉ • Camps de jour artistiques et stages de danse**

**Louise Lapierre**  
**DANCE**  
www.danse-louiselapierre.qc.ca

**Restauration de luminaires**

antiques et contemporains

**FIXIT**

Nous restaurons tout... sauf les cœurs brisés!

4652, boul. Décarie, Montréal  
**514-484-8332**  
www.themrfixit.com  
DEPUIS 1953

*Papeterie*  
**Casse - Noisette**

Nous tenons en inventaire L'AGENDA MODERNE, agenda MIGNON, Exacompta, etc.

Agendas, papeteries fines, cartes, plumes et stylos, albums de photos, articles de bureau

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 845-4980

Heures d'ouverture :  
du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00  
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30

**LINDA LUNDSTRÖM**  
www.lindalundstrom.com

**ALAIN GIROUX**  
900, boulevard René-Lévesque Ouest  
Hôtel Reine Elizabeth 861-8138

**LINEN CHEST**

Visitez notre Centre de liquidation en magasin!

Réduction de **40% à 60%**  
DES PRIX EN MAGASIN À RAYONS OU SPÉCIALISÉS\*  
Nouveautés à chaque semaine! Plus de 3 millions \$ en inventaire.

Ens. de douillette 7 pcs Jacquart Double: comparé à 200\$ 99,95\$ G: comparé à 240\$ 119,95\$ TG: comparé à 280\$ 129,95\$	Peinture à l'huile - cadre décoratif! Bormay comparé à 80\$ 39,95\$ 20 x 24 comparé à 180\$ 89,95\$ 24 x 36 comparé à 280\$ 129,95\$	Édredon & couvre-oreiller de luxe G: comparé à 160\$ 79,95\$ TG: comparé à 180\$ 89,95\$
Surmatelas Jacquart Jumeau: comparé à 40\$ 19,95\$ Double: comparé à 50\$ 24,95\$ Grand: comparé à 60\$ 29,95\$ TGrand: comparé à 75\$ 34,95\$	Assortiment de rideaux de douche comparé à 40\$	Assortiment de jetés en polaire comparé à 10\$
Presses-jus comparé à 40\$ 19,95\$	Assortiment de tapisseries murales comparé à 90\$ 47,95\$	Ambyr Home Duo Design Batterie de cuisine de 10 pcs comparé à 179,95\$ 99,95\$

**NOS PRIX SONT IMBATTABLES! COMPAREZ, VOUS SEREZ CONVAINCUS!**

Centre Rockland (Montréal) • Promenades de La Cathédrale (centro-ville)  
Galeries Laval (Laval) • Place Portobello (Brossard) • 514.341.7810 • www.linenchest.com

\*Voir notre politique de Valeur comparative. / \*La sélection peut varier selon les magasins.

LES ACTUALITÉS

Plan de lutte aux changements climatiques

# Les écologistes se scandalisent des intentions d'Ottawa

LOUIS-GILLES FRANCŒUR

On était estomaqué hier, à Québec, d'apprendre par *Le Devoir* à quel point le Plan national de lutte aux changements climatiques s'apprête à faire fi des efforts historiques du Québec dans ce domaine, au point d'ailleurs d'augmenter le fardeau des industries d'ici, alors que le Québec a le meilleur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (GES) par habitant au pays.

Le Québec affiche effectivement le plus faible taux d'émissions de GES au Canada, avec une moyenne de 12 tonnes par habitant par année, soit la moitié environ de la moyenne canadienne. Sans le Québec, d'ailleurs, la moyenne du Canada serait plus élevée que celle des États-Unis, qui sont actuellement considérés comme le pays le plus énergivore de la planète. Comme le plan impose des normes qui vont frapper spécifiquement les différents secteurs économiques, ceux du Québec vont devoir faire autant que ceux des autres provinces, ce qui ne tient pas compte du bilan québécois.

À Québec cependant, a-t-on appris d'une source fiable, on met la dernière main à un nouveau plan de lutte contre les changements climatiques et on espère signer avant le début de l'été une entente avec Ottawa. Présentement, seuls le Nunavut, l'Île-du-Prince-Édouard, l'Ontario et le Manitoba ont signé des ententes avec le fédéral. Mais aucune ne contient des programmes comportant des objectifs chiffrés, ce que réclament les milieux écologistes, inquiets de voir venir si rapidement l'échéance de 2008.

La réaction officieuse du Québec au plan fédéral de réduction des GES, obtenue de sources gouvernementales bien informées, cadrait avec celle qu'a exprimée la critique du Bloc québécois, le député Bernard Bigras (Rosemont), et celle des grands groupes écologistes canadiens. Tous ont dénoncé l'allègement, aux dépens des contribuables, du fardeau de réductions qui devrait échoir au club sélect des «grands émetteurs financiers».

Ce groupe d'entreprises, responsable de 50 % des émissions de GES au Canada, n'assurera en fin de compte que 13 % du nouveau plan

national de réductions, dont l'objectif global est passé de 240 Mt en 2002 à 270 Mt maintenant.

Pour Matthew Bramley, de l'Institut Pembina d'Ottawa, en réduisant de 55 Mt à 36 Mt le fardeau initial du plus important club d'émetteurs de GES au Canada, «Ottawa fait passer la part de ce secteur de 23 % à 13 %, alors qu'il devrait assumer 50 %. Le Canada mine totalement la crédibilité de son plan au pays et à l'étranger en contrevenant de façon aussi grossière au principe pollueur-payeur, qu'il défend officiellement.»

Pour Steven Guilbeault, de Greenpeace, la stratégie fédérale, qui transfère l'essentiel du fardeau des grands émetteurs sur l'ensemble des contribuables, est d'autant plus inacceptable que le coût réel d'une réduction proportionnelle à leurs émissions équivaut à 5 cents de plus par baril de pétrole. C'est, affirme Steven Guilbeault, ce que le sous-ministre en titre du ministère des Richesses naturelles du Canada, George Anderson, aurait confirmé l'automne dernier en commission parlementaire.

Steven Guilbeault estime d'autre part qu'Ottawa demande au public canadien de «faire littéralement acte de foi en basant l'essentiel des réductions sur deux programmes seulement, le Fonds du climat et le Fonds du partenariat, alors qu'on est à trois ans seulement du moment où il faudra démontrer la réalité de nos réductions devant la communauté internationale. Ce n'est pas avec des programmes aussi peu conformes à l'éthique environnementale et à la responsabilité sociale qu'on va avoir l'air crédible devant la communauté internationale l'automne prochain, lors de la réunion de Montréal sur le traité de Kyoto.»

Matthew Bramley, de l'Institut Pembina, explique que si les coûts du Plan national sont passés de cinq à 10 milliards en trois ans, c'est «parce qu'il y a un coût pour le retard du gouvernement à passer à l'action et, surtout, parce qu'il y a un coût énorme à acheter des crédits d'émissions» à la place des pétroliers milliardaires ou des producteurs d'électricité qui utilisent du charbon ou du gaz dans leurs centrales thermiques.

Le Devoir

# Les étudiants de l'UQAM résistent

## La très grande majorité des cégépiens et des universitaires ont repris le chemin de la classe

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Sans grand enthousiasme, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a annoncé hier qu'elle accepterait l'entente proposée par le ministre de l'Éducation, puisque la totalité de ses membres ont choisi de mettre fin à la grève.

Alors que les premiers coups de la grève ont été lancés par la Coalition pour une ASSE élargie (CASSEE) il y a maintenant plus de six semaines, les étudiants membres des deux fédérations qui ont obtenu l'accord de principe avec Québec optent petit à petit pour un retour en classe.

Ainsi, la FECQ a affirmé hier en fin d'après-midi que l'ensemble de ses 60 000 membres avaient cessé la grève, même si le tiers d'entre eux ont du même souffle signifié leur désaccord avec le contenu de la proposition de Jean-Marc Fournier ou encore se sont abstenus de prendre position.

Québec et les fédérations sont arrivés à un compromis qui signifie le retour de 70 millions de

dollars dans la cagnotte des 103 millions de bourses dès l'an prochain, et de la totalité des 103 millions pour les quatre années suivantes. Au total, grâce aux 40 millions fournis par la Fondation des bourses du millénaire et les 100 millions du Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE), Québec allongera 482 millions sur cinq ans.

### Amertume

«C'est avec un goût amer que les étudiants retournent en classe», a indiqué hier la présidente de la FECQ, Julie Bouchard, une semaine après avoir obtenu un accord de principe avec son vis-à-vis de la FEUQ. «Ce sont 33 millions qui manquent pour la première année, sans compter les 103 millions [de bourses converties en prêts pour 2004-2005] qu'on ne reverra jamais. Il n'y a personne qui crie victoire en ce moment.»

Pour l'ensemble du réseau collégial, toutes allégeances confondues, la Fédération des cégéps calculait hier que 80 000 collégiens avaient opté pour un retour en classe, contre 16 000

qui demeurent toutefois en grève.

Si l'ensemble des cégéps membres de la FECQ ont voté pour un retour en classe, ce n'est pas le cas de tous les étudiants du Québec: l'Université du Québec à Montréal s'impose, semble-t-il, comme bastion de la grève, car hier encore ils étaient 23 000 étudiants à poursuivre la grève, certains jusqu'à la fin de la semaine prochaine.

Au total, avec des associations de l'Université de Montréal et de l'Université Laval, ils seraient quelque 50 000 étudiants encore en grève, même s'il devient de plus en plus difficile de faire ce calcul avec précision.

«Nous avons vu un retour de la mobilisation, même si les étudiants sont très conscients que plus le temps passe, plus c'est périlleux», explique Joël Nadeau, coordonnateur de l'Association facultaire en lettres, langues et communications de l'UQAM (AFELLC). «Cela dit, ceux et celles qui voteront pour la grève la semaine prochaine voteront aussi pour l'annulation de leur session.»

Les étudiants de la faculté des

sciences et des sciences de l'éducation de l'UQAM ont décidé d'arrêter la grève, de même que 2000 étudiants de la faculté de science politique et de droit.

### Des congrès

Cette fin de semaine, l'ensemble des principales associations étudiantes (FECQ, FEUQ et CASSEE) tiennent des congrès qui seront décisifs quant à la suite des choses. La FEUQ et la FECQ considéreront sans doute les résultats de la semaine qui vient de se conclure comme un aval de l'accord de principe négocié avec le ministre. La CASSEE doit, quant à elle, se prononcer sur la poursuite ou non de la grève, dans un contexte académique de plus en plus difficile.

Notons qu'une cinquantaine d'étudiants liés à la CASSEE ont bloqué l'autoroute 15 hier, près d'une succursale de Wal-Mart située sur la rue Jean-Talon. L'intervention des policiers a de nouveau été requise pour disperser les manifestants.

Le Devoir

EN BREF

### Mulroney toujours en convalescence

La convalescence de l'ancien premier ministre du Canada Brian Mulroney se poursuit, à Montréal. «Il est toujours hospitalisé à l'Hôpital Saint-Luc du CHUM, où il se remet d'une pancréatite, pour laquelle une période de récupération est habituellement longue», indique un communiqué publié hier par le Centre hospitalier de l'Université de Montréal. Agé de 66 ans, M. Mulroney avait été admis le 15 mars dernier pour faire enlever une lésion bénigne au poumon, détectée lors d'un examen de routine. Cette pancréatite, une infection, s'est développée durant son séjour. «L'état de santé de monsieur Mulroney évolue de façon positive et il demeurera hospitalisé tant que l'équipe médicale le jugera pertinent», a indiqué l'hôpital. — PC

Kanesatake

# James Gabriel demande à la cour d'ordonner le démantèlement du « Watch Team »

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Le Conseil de bande de Kanesatake, dirigé par le grand chef James Gabriel, a déposé hier une requête en injonction afin que soit démantelée la milice connue sous le nom de Watch Team, qui semble faire sa loi sur le territoire, comme en a témoigné le reportage diffusé mardi dernier à l'émission *Enjeux* de Radio-Canada.

La demande d'injonction, qui devrait être entendue mercredi ou jeudi prochain au palais de justice de Saint-Jérôme, vise une dizaine de personnes identifiées au volant des voitures de patrouille de la milice, ainsi que celui qui dirigerait la Watch Team, John Harding.

La requête exige d'eux qu'ils «démantèlent immédiatement» la «Kanesatake Mohawk Watch Team» et cessent toute activité d'«intimidation» ou d'«obstruction» à l'endroit des représentants de la Sûreté du Québec et du corps de police mohawk de Kanesatake, qui n'ose plus s'aventurer sur le

territoire depuis environ un an.

Le grand chef du Conseil de bande, James Gabriel, fait valoir que la diffusion du reportage d'*Enjeux*, montrant entre autres une patrouille de la SQ qui rebrousse chemin devant la milice, a rendu possible une telle démarche judiciaire, alors que la situation perdure depuis des mois: «On s'est dit: voilà, on a une bande vidéo qui donne la preuve de ce qu'ils font avec la Sûreté du Québec.»

Si elle est accordée, l'injonction ne devrait pas mener, du moins à court terme, à une intervention policière pour démanteler la Watch Team. «Je ne pense pas que cela va être nécessaire d'avoir une entrée de force pour mettre un terme à la Watch Team, je pense plus que les amendes et possiblement un peu de temps en prison [si l'injonction n'est pas respectée et qu'une sentence d'outrage au tribunal est prononcée], cela va les décourager», croit M. Gabriel.

On souligne, dans le document présenté hier, qu'une injonction permettrait le rétablissement de la sécurité sur le territoire afin de

permettre la tenue «d'élections générales, qui seraient autrement impossibles, vu l'état de non-respect de la loi qui règne à Kanesatake».

M. Gabriel a par ailleurs désigné récemment Robert E. Johnson, de la firme First Nation Election Services, afin de coordonner l'élection. Le grand chef et son principal opposant, Steven Bonspille, s'étaient pourtant entendus il y a quelques semaines pour avoir recours aux services d'Auguste Montour, dont la candidature avait été proposée par M. Bonspille.

M. Gabriel pense que la fameuse élection, reportée à maintes reprises au cours de la dernière année, pourrait se tenir vers la troisième semaine de juin. «C'est clair que ce coup-ci, si nous n'avons pas la collaboration de l'équipe de Bonspille et Harding [qu'il désigne comme le dirigeant de la Watch Team], on va aller de l'avant de toute façon», indique M. Gabriel, en faisant référence aux objections de M. Bonspille concernant le choix du directeur des élections.

Le Devoir

FRANSECO SMALTO  
TOMBOLINI  
ST-REMO  
KENNETH COLE  
ETC...

TOMBOLINI  
QUI  
PATRICK GÉRARD  
VERTIGO  
ETC...

COLLECTIONS PRINTEMPS/ÉTÉ 2005

Pour Elle  
277, av. Laurier O.  
270-6154  
Centre de Commerce  
Mondial 844-9125

Pour Lui  
Centre de Commerce  
Mondial 281-7999  
5107, av. du Parc  
277-7558

LES GRANDS COLLOQUES DU CERIUM

# Que reste-t-il de Cool Britannia ?

LE ROYAUME-UNI APRÈS HUIT ANS DE GOUVERNEMENT BLAIR

Les 4, 5 et 6 mai 2005 à l'Université de Montréal et l'Université McGill.

Le 5 mai prochain, les électeurs britanniques décideront de donner ou de refuser un troisième mandat à Tony Blair. Au même moment, à Montréal, plusieurs des meilleurs spécialistes britanniques et nord-américains sur le Royaume-Uni, réunis par le CERIUM et la Faculté des Arts de McGill, feront un bilan complet de huit ans de gouvernement Blair et s'interrogeront sur son avenir.

Pour s'inscrire et lire le programme  
www.cerium.ca

Nos conférenciers :  
Anthony Seldon (Brighton), Jane Lewis (LSE), Ted Marmor (Yale), David Hine (Oxford), Andrew Gamble (Sheffield), Colin Hay (Birmingham), Alan Finlayson (Wales), Alexandra Dobrowolsky (SMU, Halifax), Sylvia Bashevkin (Toronto), Brendan O'Leary (Penn), Claire Squires (Oxford Brookes), Tim Shaw (London), John Groom (Kent), Simon Bulmer (Manchester), Florence Faucher-King (IEP, Paris), Joel Krieger (Wellesley), John Hall (McGill), David Sanders (Essex), Denis Saint-Martin (UdeM) et Alex Macleod (UQAM).

Également :  
Mel Cappe (Haut Commissaire du Canada), Elizabeth Garner (auteur), Jonathan Glancey (The Guardian), Geoff Mulgan (Young Foundation) et Jean-Louis Roy (Droits et démocratie).

McGill Faculté des arts  
Hydro Québec  
FASKEN MARTINEAU  
Affaires étrangères Canada  
CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES INTERNATIONALES CERIUM  
Université de Montréal

## • LES ACTUALITÉS •

## L'échangeur des Pins ne sera bientôt plus qu'un mauvais souvenir

JEANNE CORRIVEAU

L'échangeur des Pins, réputé pour son extrême laideur, ne sera bientôt plus qu'un mauvais souvenir. La Ville de Montréal entreprendra à la fin du mois d'avril les travaux préparatoires du démantèlement des bretelles de béton pour faire place, l'an prochain, à un carrefour de surface plus convivial pour les piétons et les cyclistes.

«Ce ne sera pas le paradis pour les résidents du Plateau Mont-Royal cet été, mais le développement durable exige parfois des sacrifices qui seront bénéfiques pour nos enfants et nos petits-enfants. L'erreur qui a été faite il y a quarante ans doit être corrigée et je crois qu'il y a consensus dans le quartier», a expliqué hier Helen Fotopulos, mairesse de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, à l'occasion d'une conférence de presse tenue à l'hôtel de ville.

Dès la fin du mois d'avril, une voie de déviation sera construite le long de l'avenue du Parc afin de permettre la démolition, à partir de juin, des bretelles qui composent «le spaghetti de béton» qu'est l'échangeur. Les travaux seront effectués par étapes afin de ne pas entraver la circulation et se poursuivront jusqu'à la fin de l'été 2006 avec l'aménagement paysager et la plantation de près de 300 arbres, a indiqué hier Paul Laberge, chef de division du Service environnement, voirie, réseaux, ponts et tunnels à la Ville de Montréal. La disparition de la structure de béton fera gagner 15 000 mètres carrés d'espaces verts, soit l'équivalent de deux terrains de football, a-t-il précisé.

Annoncés il y a un peu plus d'un an, les travaux de démantèlement de l'échangeur des Pins permettront l'aménagement d'une nouvelle intersection en surface dotée d'un carrefour principal et de deux carrefours secondaires. Ils mettront égale-

ment fin au cauchemar des cyclistes et des piétons qui devaient s'aventurer dans les dédales de l'échangeur s'ils voulaient traverser l'avenue des Pins. Les plans prévoient la création d'une piste cyclable qui traversera le carrefour du nord au sud.

### 25 millions de dollars

Le projet sera réalisé par la Ville de Montréal au coût de 25 millions de dollars, dont 4,5 millions proviennent du gouvernement fédéral et 1,4 million du gouvernement provincial.

Les résidents du secteur sont ravis de voir disparaître l'échangeur qui défigure le secteur depuis 40 ans, mais ils appréhendent le bruit et la poussière que ne manquera pas d'engendrer le chantier au cours des prochains mois. «C'est sûr que ça ne sera pas drôle pour un certain temps et qu'il va y avoir de la poussière, mais au moins il n'y aura pas de dynamitage», commente Cécile Grenier, gérante du Syndicat de copropriété de la communauté Milton Parc. Même son de cloche du côté de Pierre Céré, coordonnateur du Comité chômage de Montréal, dont les bureaux sont situés à deux pas du futur chantier.

Il y a un an, les occupants des immeubles situés en bordure de l'échangeur avaient craint que la Ville ne profite des travaux pour démolir plusieurs bâtiments situés dans le secteur. Cette menace a été écartée, indique Mme Grenier. Pour veiller aux intérêts des voisins du chantier et s'assurer que les mesures d'atténuation du bruit et de la poussière seront respectées, un comité de citoyens a d'ailleurs été mis sur pied et travaillera de concert avec la Ville de Montréal. Une rencontre d'information publique est prévue le 13 avril prochain à l'Hôtel-Dieu pour que soient discutés les détails des travaux.

Le Devoir

Prix littéraire des collégiens

## Pan Bouyoucas, chouchou des collégiens

ISABELLE PORTER

Québec — L'écrivain Pan Bouyoucas a reçu hier le Prix littéraire des collégiens pour son roman *Anna Pourquoi* à l'occasion du Salon du livre de Québec. Pour le jury composé de quelque 500 jeunes, cet événement a mis un terme à de longues semaines de lectures, de délibérations et de découvertes.

Saluant la «simplicité minimaliste» et «les profondeurs insoupçonnées» de ce petit livre édité chez Les Allusifs, Fannie Lacasse-Pelletier, du Collège St. Lawrence, à Québec, a résumé son coup de cœur en ces termes: «C'est une histoire magnifique qui se dévoile tout simplement [...]. *Anna Pourquoi*? Parce que.»

Une cinquantaine de jeunes des quatre coins du Québec ont pris part à la remise de prix hier après-midi dans le cadre du Salon international du livre de Québec. À la fois fébriles et très rigoureux dans leurs critiques, les jeunes membres du jury, majoritairement composé de filles, se sont succédé au micro pour évoquer les points forts de chacun des ouvrages. Réunis la veille dans un hôtel de Québec, ils avaient délibéré plus de deux heures et demie avant de fixer leur choix sur *Anna Pourquoi*.

Visiblement très ému, Pan Bouyoucas a fait remarquer que c'était la première fois qu'il recevait un prix pour un de ses romans, disant se réjouir que cet honneur lui vienne d'un tel jury: «Si j'ai pu faire voyager des jeunes avec mon roman, c'est le bonheur total!» Cet écrivain d'origine grecque qui vit au Québec depuis plus de 40 ans a par ailleurs tenu à rendre hommage à un inconnu: «J'aimerais remercier cet amoureux transi qui, un jour, a gravé ces deux mots, "Anna Pourquoi", sur le rocher d'une île grecque.» Le livre lui avait en effet été inspiré par un modeste graffiti découvert à l'occasion d'un voyage dans son pays d'origine. Dans les mêmes lieux, il avait aperçu une religieuse mystérieuse et très belle. Ne lui restait plus qu'à inventer une histoire liant le tout.

Outre *Anna Pourquoi*, un comi-



STEVEN LEBLANC, COLLABORATION SPÉCIALE

L'écrivain Pan Bouyoucas est entouré de collégiens qui ont choisi son roman, *Anna Pourquoi*.

té de sélection composé des critiques littéraires du *Devoir* avait soumis au jeune jury les œuvres d'Andrée A. Michaud (*Le Pendu de Trempe*), Nelly Arcand (*Folle*), Francine D'Amour (*Retour d'Afrique*) et Michèle Pélouquin (*Les Yeux des autres*).

Sous sa forme actuelle, le Prix des collégiens en est à sa troisième remise. En 2004 et 2003, les jeunes avaient couronné respectivement Ook Chung (*Contes buto*) et Jacques Poulin (*Les Yeux bleus de Mistassini*). Rappelons que ce prix est né de la volonté de la Fondation Marc Bourgie de pro-

mouvoir la littérature québécoise ainsi que de l'initiative de Bruno Lemieux, un professeur du Collège de Sherbrooke qui, dès 2001, avait organisé un projet inspiré d'un prix français, le Goncourt des lycéens.

Cette année, a fait remarquer M. Lemieux hier, les participants ont dû composer avec des contraintes particulières en raison de la grève. «Chez nous, à Sherbrooke, on a eu cinq semaines sans classes si on inclut la relâche. Du groupe de 40 personnes des débuts, seulement 25 ont pu aller au bout de l'exercice [du Prix des collé-

giens]. Le vote a même dû se faire par Internet. La technologie a ainsi permis de ne pas briser les lignes de grève.» Pour M. Lemieux, en plus d'offrir une grande stimulation intellectuelle, les livres accompagnent les jeunes à une étape importante de leur vie. Soulignant la simplicité et le respect des silences dans l'œuvre de Pan Bouyoucas, le professeur attribue à ce livre un grand pouvoir: «À cet âge-là, 16 ou 17 ans, les lecteurs sont susceptibles d'être particulièrement touchés par une œuvre qui aborde la quête de sens. Je crois que ça les a beaucoup rejoints.»

## Mélomaniques

DE LA MUSIQUE PLEIN LES YEUX

Gregory Charles orchestre de chaleureuses rencontres entre des passionnés de la musique.

DÉBUT

# CE SOIR 19h

En rappel dimanche 16h et lundi 22h

## • LES ACTUALITÉS •



PETER ANDREWS REUTERS

Des religieuses regardent les funérailles de Jean-Paul II sur un écran géant installé à Wadowice, en Pologne, la ville où est né le pape Jean-Paul II.

## Le pape béatifié par la foule

Cité du Vatican — «*Santo subito*»: dans tout Rome, les affiches et les t-shirts le proclament déjà, et même les cardinaux relaient cette campagne populaire pour que Jean Paul II soit béatifié, puis canonisé, au plus vite.

Le Vatican doit confirmer deux miracles pour que Jean-Paul II puisse être canonisé, un processus qui peut prendre des siècles. Mais, alors que des millions de personnes rendent hommage à un pape déjà quasiment béatifié par la ferveur populaire, lancer la machine au plus vite semble inévitable.

Cet avis est partagé par plusieurs princes de l'Église, comme le cardinal de Chicago, Francis George, ou encore le Polonais Zenon Grocholewski, qui répondit: «*absolument*», lorsque le quotidien *Reczpospolita* lui demanda s'il pensait que le pape serait canonisé.

Pour le père Peter Gumpel, qui militait déjà pour la sanctification de Pie XII, il est probable que le processus soit accéléré pour Jean-Paul II, comme il le fut pour mère Teresa, en raison de «*l'importance*» du personnage et de la «*grande admiration*» qu'il inspire.

C'est Jean-Paul II lui-même qui modifia les règles, accordant un traitement de faveur à la religieuse albanaise, dont le processus de béatification fut entamé un an après sa mort en 1997, au lieu de cinq habituellement. Et le pape béatifia Teresa de Calcutta en 2003, dernière étape avant la canonisation.

En revanche, le père Gumpel exclut pour Jean-Paul II toute «*canonisation express*», qui outrepasserait le processus normal de recherche et d'évaluation du candidat et de ses accomplissements, estimant qu'elle ne «*rendrait pas justice*» à Karol Wojtyła.

Pourtant, la rue en rêve, pour l'homme qui créa plus de saints en un seul pontificat que tous ses prédécesseurs en 500 ans... «*Saint Karol*», proclament d'ores et déjà d'innombrables t-shirts dans Rome. Vittorio Messori, auteur catholique qui fut une des «*plumes*» du pape, note dans le *Corriere della Sera* que «*nombreux déjà ont anticipé*» le jugement de l'Église: «*les raisons pour le faire ne manquent pas*», observe-t-il.

Ce «*culte de la sainteté*» est particulièrement vivace en Pologne, où l'on aspirait à recevoir le cœur de Jean-Paul II, afin de le vénérer comme une relique. «*Il a ébranlé le mur de Berlin. Il a vaincu le communisme. Il a uni non seulement les Polonais mais la totalité du monde chrétien par sa parole, et ceci est un miracle*», déclarait Ewa Cywinska, 20 ans, étudiante en cyrie hier dans une église de Varsovie, se disant «*certaine*» qu'il serait rapidement béatifié.

Au Vatican, son numéro deux, le cardinal Angelo Sodano, semblait avoir lui aussi été plus vite que la musique, lorsque dimanche, dans sa première homélie d'après la mort du pape, il le qualifia, par écrit, de «*Jean-Paul le Grand*». Un titre qui est habituellement l'apanage des papes saints, comme Grégoire le Grand...  
Associated Press

## PAPE

SUITE DE LA PAGE 1

réclamé la canonisation immédiate du souverain défunt. «*Santo, santo subito!*» («*Qu'il soit fait saint tout de suite!*»), ont scandé des milliers de fidèles, interrompant l'homélie.

Pour le clergé, des Polonais et les handicapés, des espaces spéciaux avaient été prévus.

Un million de fidèles étaient rassemblés à Rome pendant la cérémonie, selon l'agence de presse italienne Ansa. Rien que sur la place Saint-Pierre et sur la via della Conciliazione, ils étaient 300 000. Des centaines de milliers d'autres suivaient simultanément la messe sur des écrans géants à Tor Vergata, au sud de Rome.

Sous un ciel voilé, le vent a fait voler les surplis des cardinaux et les bannières déployées par la foule. Il a fait tourner les pages du grand livre de l'Évangile posé sur le cercueil gravé d'un M, pour la Vierge Marie, que Jean-Paul II a toujours considérée comme sa protectrice.

Le cardinal Ratzinger, gardien de la doctrine de l'Église et doyen du collège des cardinaux, a dit son homélie, souvent interrompu par de longs applaudissements.

Le chœur de la chapelle Sixtine, hommes et jeunes garçons en robes blanches qui officient pour toutes les grandes cérémonies pontificales, a chanté en grégorien les parties les plus solennelles de la messe, com-

me le *Kyrie* ou le *Sanctus*.

On a prié en français, en swahili, en polonais, en portugais, en allemand. On a chanté en latin, langue officielle de l'Église, mais aussi en grec, selon le rite des Églises orientales.

Des représentants du Kenya, du Mexique, de la Corée du Sud, de la Pologne et de bien d'autres pays se sont avancés, portant des calices contenant du vin.

Puis, il y a eu la communion. Une armée de prêtres a distribué des hosties à la foule avant de nouvelles prières, en partie issues du rite funéraire byzantin.

À la fin, sous les applaudissements, le cardinal Ratzinger a aspergé le cercueil d'eau bénite. Avant de l'emporter dans la basilique, les 12 porteurs l'ont encore fait pivoter vers les fidèles qui pleuraient «*le pape du peuple*».

Les cloches ont sonné.

Puis, loin des caméras, Karol Wojtyła, 264<sup>e</sup> pape de la chrétienté, est entré dans la crypte dans son cercueil en bois, après 26 ans et cinq mois de règne, pour reposer près de la sépulture de saint Pierre, dans le caveau occupé avant lui par Jean XXIII, qui repose depuis 2000 dans la basilique.

Une tombe toute simple, avec une dalle en marbre blanc indiquant en latin: «*Joannes Paulus II, 1920-2005*».

Agence France-Presse

## Le repos éternel

### Rome enterre son pape

HENRI TINCQ

La couleur pourpre, celle des martyrs, éclate sur la pierre blanche de la basilique. Le pourpre est la couleur des 180 cardinaux et patriarches d'Orient, en habit d'apparat: soutane, barrette et mozzette, alignés le long de la façade de Saint-Pierre. Murés dans le silence, ils attendent l'arrivée du cercueil sur le parvis. Jamais ils n'ont porté aussi bien qu'aujourd'hui leur nom de «*cardinaux*», dérivé du latin *cardo*, «*pivot*». Ils portent l'Église orpheline de Jean-Paul II. Muette aussi, l'immense marée humaine qui balaie la place jusqu'au Tibre. Rome, congestionnée par la foule et l'émotion, enterre son pape. Un pape qui fédère, une ultime fois, les masses rencontrées en un quart de siècle de voyages à travers la planète.

Quand, à 10h6 hier, le cercueil en cypres sort de la basilique, un vent fort balaie la place Saint-Pierre. Le soleil perce timidement les nuages. Le chœur de la chapelle pontificale entonne le chant funèbre du *Requiem in aeternam* («*Seigneur, donne-lui le repos éternel*»).

La procession comprend les psalmistes, les clercs, les diacres et les cardinaux concélébrants, conduits par leur doyen, Joseph Ratzinger. Les porteurs pontificaux posent ensuite le cercueil devant l'autel, à même le sol, à cet endroit légèrement incliné du *sagrato*, le parvis. Il est surmonté d'une croix et de l'Évangile ouvert, feuilleté par le vent. Le cierge pascal, symbole de résurrection, brûle à son côté. Quelques instants auparavant, au moment de la mise en bière, a eu lieu une étrange scène. Piero Marini, cérémoniaire du pape, et Stanislaw Dziwisz, son secrétaire, ont étendu un voile de soie blanche sur le visage de Jean-Paul II. Puis le cardinal camerlingue, Eduardo Martínez Somalo, l'a aspergé d'eau bénite, et le cercueil a été fermé en présence de toute sa garde rapprochée: le camerlingue, les cardinaux chefs d'ordre, l'archiprêtre de la basilique, l'ex-secrétaire d'Etat Angelo Sodano, le cardinal Camillo Ruini, vicaire de Rome, le substitut Leonardo Sandri, etc. Les visages sont burinés par l'émotion.

La messe peut commencer. Derrière l'autel, les concélébrants en chasuble rouge. De chaque côté, les chefs d'Etat et de gouvernement, le corps diplomatique, les organisations internationales, les délégations oecuméniques, un millier d'évêques, des centaines de prêtres et de religieux abîmés en prière. Ils écoutent le psaume 42, lu sur la place et devant les télévisions du monde entier: «*Comme la biche aspire à l'eau vive, mon âme aspire à toi, mon Dieu. Mon âme a soif de Dieu...*»

Puis, de nouveaux psaumes et l'assemblée reprend, comme un refrain lancinant, le *Requiem* de toute messe de funérailles. Vient ensuite ce que les catholiques appellent la «*liturgie de la parole*». D'abord est lu un extrait des Actes des apôtres (10, 34-43): «*En toute nation, celui qui craint Dieu et pratique la justice lui est*



YVES HERMANN REUTERS

Un fort vent balayait la place Saint-Pierre quand on a sorti le cercueil de la basilique.

agréable.» Jean-Paul II n'a pas cessé d'affirmer les exigences de l'Évangile, sans jamais fermer la porte au dialogue. Puis, l'épître de saint Paul aux Philippiens (3, 21-24): «*Frères, notre cité se trouve dans les cieux et, de là, nous attendons Jésus-Christ qui transfigurera notre corps de misère pour le conformer à son corps de gloire.*» On est là dans l'évocation des souffrances de la résurrection.

### «*Prière universelle*»

Vient ensuite la lecture de l'Évangile. Tout le monde se dresse, y compris les premiers rangs des délégations officielles. L'Évangile choisi est celui de Jean (21, 15-19). À trois reprises, Jésus interroge Pierre: «*Pierre, m'aimes-tu plus que ceux-ci?*» À chaque fois, l'apôtre répond par l'affirmative: «*Oui, Seigneur, tu sais bien que je t'aime.*» Et Jésus lui transmet l'ordre de sa mission d'apôtre, l'invite à «*faire paître ses brebis*», c'est-à-dire à garder son peuple comme le fait le berger. Et Jésus finit son Évangile par un rappel de la jeunesse de Pierre — «*sportif de Dieu*» — quand il «*mettait sa ceinture et allait où il vou-*

lait». Mais il l'alerte sur le sort de tout homme: la souffrance, la vieillesse, la mort. «*Un jour, c'est un autre qui mettra ta ceinture et t'emmènera là où tu ne veux pas.*»

Dans les lectures de cette messe, la vie et l'œuvre de Jean-Paul II sont ainsi récapitulées: la foi de l'Église qu'il a défendue avec ardeur, la conduite de son peuple, enracinée dans l'amour de Dieu; le cap de la souffrance, de la mort; enfin, la certitude de la transfiguration. Autant de thèmes qu'allait développer le cardinal Joseph Ratzinger au cours d'une homélie très attendue.

Plus de trois heures durant devait ainsi se poursuivre une cérémonie poignante, dépeuplée, recueillie. Avec la «*prière universelle*» d'abord, en six langues (français, swahili, philippin, polonais, allemand, portugais), au cours de laquelle la foule a prié pour le pape défunt «*afin que le Christ l'accueille dans son règne de lumière et de paix*». Puis, les interminables oraisons avant que ne retentisse le fameux psaume 129 du *De profundis*, chanté en latin: «*Des profondeurs, je crie vers toi, Seigneur.*»

Enfin allait venir l'heure de l'adieu, le cardinal Ratzinger, prin-

cipal célébrant, aspergeant et purifiant le cercueil avant le rite dit de l'«*envoi*», marqué par la «*supplique de l'Église de Rome*», prononcée par le cardinal-vicaire Ruini, et la «*supplique des Églises orientales*», exprimée par un patriarche d'Orient. L'émouvante litanie d'invocation de tous les saints défend clore cette cérémonie, d'une durée totale de près de quatre heures.

### Trois cercueils

Le cercueil devait être enfin porté en procession, puis retraverser la basilique et descendre vers la crypte des papes, lieu de l'ensevelissement, alors que la foule entonnait le chant du *Magnificat*, consacré à la Vierge. Dernières formalités symboliques avant l'inhumation: le cercueil de cypres devait être relié par des rubans rouges, sur lesquels ont été imprimés les sceaux du palais apostolique, puis placé dans un autre cercueil de zinc, immédiatement soudé. Là devaient être gravées la croix et les armes du défunt. Les deux cercueils devaient enfin être déposés dans un troisième cercueil de chêne rouge. Celui-ci devait être enseveli, à même la terre, selon les souhaits du pape, et sa tombe recouverte d'une simple dalle de marbre inclinée, sur laquelle son nom restera gravé pour l'éternité.

Le Monde

# LE MONDE

## L'armée américaine blesse un caméraman et l'arrête

Bagdad — L'armée américaine a annoncé hier l'arrestation d'un caméraman irakien travaillant pour la chaîne américaine CBS, qu'elle avait blessé en début de semaine lors d'un accrochage avec un insurgé survenu à Mossoul, dans le nord de l'Irak.

«Les militaires le détiennent et mènent une enquête sur ses activités antérieures et sur un possible soutien à la guérilla. Il y a des raisons de penser que [ce détenu] représente une menace importante pour la sécurité des forces de la coalition et il sera traité comme tous les détenus» de ce type, affirme l'armée américaine dans un communiqué.

Interrogé par l'AFP, un représentant du bureau de CBS n'a pas voulu commenter ces accusations.

Pete Gow, un réalisateur du bureau de la chaîne CBS à Bagdad, avait confirmé mardi que le caméraman de CBS à Mossoul, Abdel Amir Younes Hussein, avait été blessé, mais il n'a pas été en mesure de fournir des détails sur l'incident ou la gravité des blessures du journaliste.

Agence France-Presse

EN BREF

## Rébellion matée au Yémen

Sanaa — L'armée contrôlait hier les positions qu'un mouvement rebelle occupe dans les montagnes du nord-est du Yémen, après deux jours de combats durant lesquels 70 extrémistes ont été tués et plus de 30 membres des forces gouvernementales ont été tués ou blessés, selon des sources tribales. Les soldats continuaient néanmoins de ratisser le secteur dans la province de Saada, à la recherche des principaux chefs de guerre du mouvement islamiste zaidite des «Jeunes Croissants», selon ces sources. Les zaidites, une secte chiite qui tire son nom de l'imam Zaïd, qu'elle reconnaît comme le cinquième et dernier imam, sont majoritaires dans le nord-est du Yémen, mais minoritaires dans l'ensemble du pays, à majorité sunnite. — AFP

## Dialogue sino-américain

Washington — Washington et Pékin vont engager des «discussions régulières de haut niveau», traduisant la volonté américaine d'intensifier le dialogue avec une Chine en pleine expansion, a annoncé hier le département d'État. «Cela reflète le rôle croissant que joue la Chine en Asie et dans le monde, aux Nations unies, ainsi que sur beaucoup de questions internationales» comme le dossier du nucléaire nord-coréen ou la lutte antiterroriste, a dit le porte-parole du département d'État, Richard Boucher, qui a précisé que les entretiens seraient conduits côté américain par le secrétaire d'État adjoint Robert Zoellick. — AFP

## Rectificatif

Nous avons écrit par erreur, hier dans un titre, que le nouveau premier ministre irakien était sunnite. En réalité, M. Ibrahim Djaafari est de confession chiite. Nos excuses.



Les funérailles de Jean-Paul II ont réuni hier de nombreuses personnalités politiques.

## Politique ou politesse?

Le président israélien serre la main de ses homologues «ennemis» de la Syrie et de l'Iran

PATRICK ANIDJAR

Jérusalem — Les obsèques de Jean Paul II ont été l'occasion d'un contact spectaculaire et sans précédent entre un président israélien et les chefs de deux États considérés comme les pires ennemis d'Israël: l'Iran et la Syrie.

À l'issue de la cérémonie au Vatican, le président israélien Moshe Katzav, d'origine iranienne, a échangé quelques mots en persan avec le président de la République islamique d'Iran, Mohammad Khatami. M. Katzav a également serré la main à deux reprises au président syrien Bachar al-Assad qui était assis juste derrière son homologue israélien dans le carré des personnalités sur la place Saint-Pierre.

Ces deux prises de contacts, à ce niveau, constituent un précédent dans l'histoire des relations entre Israël, la Syrie et la République islamique d'Iran. Damas est officiellement en état de belligérance avec Israël depuis sa création en 1948, alors que Téhéran, depuis la proclamation de la République islamique en avril 1979, ne reconnaît pas l'existence de l'État hébreu et prêche même sa destruction.

Selon les médias israéliens, MM. Katzav et Khatami ont échangé un «salam aleikoum» et ont bavardé quelques minutes, évoquant leur lieu de naissance commun en Iran, la ville de Yazd, située près d'Ispahan, dans le centre de l'Iran.

Ce contact s'est produit alors que tous les dignitaires qui venaient d'assister aux obsèques du pape quittaient les lieux tous en-

semble. Les deux hommes se sont alors retrouvés côte à côte et se sont serré la main avant d'engager une brève conversation et des politesses. Peu avant, au début de la cérémonie, M. Katzav, en s'asseyant avec les autres dignitaires, s'était aperçu que le président syrien Assad était installé juste derrière lui. Il s'est alors retourné en le gratifiant d'un «bonjour» en arabe. Les deux présidents se sont alors serré la main.

### «Une première»

À l'issue des obsèques, le président Assad a renouvelé le même geste en serrant à nouveau la main de son homologue israélien qui était accompagné du chef de la diplomatie israélienne Sylvan Shalom. «C'est une première», s'est exclamé un porte-parole du gouvernement israélien, Avi Pazner, ancien ambassadeur à Paris et à Rome. «Ce sont des gestes humains et importants et j'espère qu'ils auront des suites concrètes», a déclaré M. Pazner à l'AFP en se disant «heureux de ces deux gestes».

«Je ne pense pas que l'on puisse dire que la glace a été brisée et n'accorde pas à ces échanges de politesse une signification politique», a cependant déclaré le président israélien à sa descente d'avion, selon le journal en ligne du Yétiot Aharonot.

Les rencontres d'hier sont d'ailleurs plus étonnantes que les relations entre Israël, l'Iran et la Syrie sont plus tendues que jamais.

Alors que la communauté internationale redoute que Téhéran tente de se doter de l'arme nucléaire, Israël est le pays qui se sent le plus

menacé par une éventuelle bombe atomique iranienne.

### Ouvertures

Le ministre de la Défense israélien, Shaoul Mofaz, également d'origine iranienne, a récemment fait valoir que son pays approuvait la voie diplomatique suivie par les Européens avec Téhéran pour s'assurer que l'Iran n'obtienne pas l'arme nucléaire.

Concernant la Syrie, Israël a rejeté récemment les ouvertures de dialogue avec ce pays, exigeant avant tout qu'il cesse de soutenir des organisations radicales palestiniennes ainsi que la milice chiite libanaise pro-iranienne du Hezbollah déployée le long de sa frontière nord. En novembre dernier, le président Katzav, dont les pouvoirs sont surtout protocolaires, s'était dit favorable à l'ouverture de négociations de paix avec Damas. «Le simple fait d'avoir des contacts, même s'ils ne débouchent pas sur des résultats positifs, aurait une grande importance», affirmait alors M. Katzav.

Par le passé, M. Katzav a également invité le président syrien à venir à Jérusalem et proposé des négociations de paix «secrètes ou publiques, n'importe où et sans conditions préalables». Damas, qui entend récupérer le plateau du Golan conquis en 1967 par Israël et annexé en 1981, avait de son côté lancé en novembre dernier un appel à la paix avec Israël, sans conditions préalables. Ces deux démarches étaient restées sans suite.

Agence France-Presse

## Vague d'arrestations au Népal

Katmandou — L'armée népalaise a affirmé hier avoir repoussé la veille un assaut majeur des maoïstes, dans lequel 50 rebelles ont été tués, tandis que les autorités ont procédé à une vague d'arrestations d'opposants au roi, qui a pris les pleins pouvoirs, jusqu'à 200, selon l'opposition.

L'armée a affirmé avoir repoussé l'assaut de plusieurs centaines de rebelles maoïstes, dans la nuit de jeudi à hier, contre une base militaire dans le village de Khara (district de Rukum), à environ 400 km à l'ouest de la capitale. Il était impossible de vérifier ces informations de manière indépendante. Les maoïstes, qui luttent en faveur de l'abolition de la monarchie depuis 1996, n'avaient de leur côté pas réagi.

Cette attaque, qui a duré plus de 12 heures, pourrait être la plus importante depuis que le roi Gyanendra a pris les pleins pouvoirs le 1<sup>er</sup> février, limogé son gouvernement, instauré l'état d'urgence et suspendu les droits fondamentaux dont ceux de s'exprimer et de manifester. Le roi avait expliqué avoir limogé son gouvernement parce qu'il avait, selon lui, échoué à entamer des négociations avec les maoïstes et à organiser des élections législatives. Il s'est engagé à rétablir la démocratie d'ici à trois ans une fois matée l'insurrection maoïste. Depuis cette date plus de 11 000 personnes sont mortes.

Sur le front politique, les autorités ont procédé à une vague d'arrestations de manifestants anti-monarchiques. Selon des témoins, une centaine de manifes-

tants ont été arrêtés dans le centre de Katmandou au moment où ils apparaissaient par groupes de cinq ou six en criant des slogans anti-monarchiques et en exhibant des bannières.

Des sources politiques ont par ailleurs affirmé qu'au moins une centaine d'autres personnes avaient été appréhendées après avoir manifesté à Birgunj, à 90 km au sud de Katmandou. La police pour sa part n'a confirmé que 70 arrestations dans la capitale.

Ces manifestations anti-monarchiques ont été organisées à l'appel des cinq principaux partis politiques à une date coïncidant avec l'anniversaire de l'établissement d'une démocratie parlementaire en 1990 dans le royaume himalayen.

Après le coup de force royal, des centaines d'opposants politiques, syndicalistes, étudiants, défenseurs des droits de l'homme avaient été arrêtés. Depuis, les autorités en ont relâché un certain nombre tout en arrêtant d'autres. Ainsi, la semaine dernière, elles ont libéré plus de 200 opposants dont un ex-premier ministre influent, Girija Prasad Koirala, chef du Congrès népalais, qui était assigné à résidence.

Vingt-quatre opposants, dont Sher Bahadur Deuba, qui dirigeait le gouvernement limogé, avaient été relâchées en mars. Mais dans le même temps, près de 190 manifestants anti-monarchiques ont été arrêtés la semaine dernière et au moins 149 la semaine d'avant.

Agence France-Presse

## Le mari de Caroline de Monaco est placé en réanimation

Monaco — L'annonce de la soudaine hospitalisation du prince Ernst August de Hanovre, époux de Caroline de Monaco, et son placement en réanimation, ont plongé hier dans la stupeur la principauté qui vient à peine de prendre le deuil de son souverain Rainier III, décédé mercredi.

«Le prince Ernst August de Hanovre a été hospitalisé le 5 avril 2005 en début de matinée dans le service de réanimation du Centre hospitalier Princesse Grace pour une affection pancréatique aiguë», a annoncé le cabinet princier dans un communiqué confirmant hier après-midi des informations, fournies quelques heures plus tôt, par l'entourage du prince. «Le prince est sous surveillance continue. Son état de santé est sérieux et nécessite une prise en charge médicale permanente», a ajouté le communiqué.

L'affection dont souffre cet homme de 51 ans, chef de l'une des plus anciennes maisons de la haute noblesse allemande, est une inflammation du pancréas, dont les principales causes sont liées à l'alcoolisme ou à la migration de calculs par les voies biliaires. «Le fait que le prince boit et fume beaucoup n'est évidemment pas étranger à cette hospitalisation», a confié un proche du prince de Hanovre.

Dès que les premières nouvelles sur la gravité de son état ont filtré, cameramen et photographes se sont massés devant l'hôpital, délaissant les obsèques du pape Jean Paul II, retransmises devant une poignée de fidèles sur écran géant à la cathédrale de Monaco, là où se dérouleront, le 15 avril, les funérailles solennelles de Rainier III.

«On est stupéfait. C'est encore une nouvelle épreuve pour la famille», a commenté à la sortie de la cathédrale l'archevêque de Monaco, Mgr Bernard Barsi, qui venait

d'assister à la retransmission, assis au premier rang.

Le prince, réputé pour ses excès de table, avait déjà été hospitalisé en juin 2000 à la suite d'un «malaise», après une soirée de gala dans le château de Celle (Allemagne). La nature du malaise n'avait alors pas été précisée. Déjà durement éprouvée par la mort de son père, la princesse Caroline de Hanovre, 48 ans, doit affronter cette nouvelle épreuve, quinze ans après le décès de son précédent époux Stefano Casiraghi, pendant une course de off shore au large de la principauté, en octobre 1990.

Puis, en 1982, la mort de sa mère la princesse Grace au volant de sa Rover l'avait bouleversée. «C'est une nouvelle malédiction qui la frappe. Elle est effondrée, mais elle masque toujours ses émotions», confie l'un des proches.

La dernière apparition publique de Caroline remonte à mardi soir, lorsqu'elle a assisté à la messe célébrée à Monaco pour la mort du pape, en compagnie de deux de ses enfants, Charlotte et Andrea, et de son frère le prince Albert II, nouveau souverain de la principauté. C'était la veille de la mort de son père. Ernst August de Hanovre, qui a épousé Caroline le 23 janvier 1999, était en revanche absent, de même que leur fille, Alexandra.

Surnommé «Prince La Castagne» par la presse allemande, cet homme a défrayé la chronique ces dernières années par ses accès de colère dégageant parfois en pugilat, notamment à l'encontre de paparazzi. En novembre 2004, il s'était vu infliger un amende de 445 000 euros pour avoir frappé le propriétaire d'une discothèque au Kenya, «sous l'emprise de l'alcool», selon son avocat.

Agence France-Presse

## L'ONU demande des fonds pour lutter contre le virus de Marburg

Luanda — L'épidémie de fièvre de Marburg en Angola est pire que toutes celles causées par le virus Ebola, a estimé hier l'ONU, qui a lancé un appel à des fonds d'urgence d'un montant de 3,5 millions de dollars pour trois mois afin de contrôler la propagation de cette fièvre hémorragique mortelle.

«Marburg est une fièvre hémorragique très grave, plus grave qu'Ebola», a déclaré Allaranga Yokouib, expert de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), agence spécialisée de l'ONU, précisant que Marburg en Angola était pire qu'Ebola partout ailleurs, aussi bien en termes de mortalité que de nombre de malades.

«Il est clair que cette épidémie est sans précédent pas seulement en Angola, mais partout. C'est l'épidémie de fièvre hémorragique la plus grave jusqu'à présent», a ajouté Pierre-François Pirlot, coordinateur résident des activités de l'ONU en Angola, lors d'une conférence de pres-

se au siège des Nations unies à Luanda.

L'épidémie de Marburg, virus de la même famille qu'Ebola, dont le foyer a été localisé dans la province de Uige (nord, frontalière de la République démocratique du Congo-RDC), touche sept des 18 provinces d'Angola, avec un total de 174 morts sur 200 cas recensés, selon le dernier bilan diffusé jeudi soir par le ministère angolais de la Santé et l'OMS.

«Tout le monde doit être en alerte. Pas seulement les autres provinces en Angola, mais tous les pays frontaliers comme la Namibie, le Congo, la République démocratique du Congo et la Zambie», avait-il ajouté.

La RDC est déjà «en état d'alerte générale». Le Congo et le Gabon ont mis en alerte leurs réseaux de surveillance épidémiologique. Sao Tome et Principe comme le Kenya, pourtant éloignés, ont pris des mesures de prévention.

Agence France-Presse

CONFÉRENCE DE L'INSTITUT D'ÉTUDES INTERNATIONALES DE MONTRÉAL

## L'inadaptation du système institutionnel international à la société mondiale contemporaine

↳ Avec Monique Chemillier-Gendreau, professeure de droit public et de science politique à l'Université Paris VII-Denis Diderot.

↳ Le lundi 11 avril 2005  
18 h à 19 h 30  
Pavillon Hubert-Aquin  
Local A-M050  
400, rue Sainte-Catherine Est  
Berri-UQAM

Renseignements  
(514) 987-3667  
ieim@uqam.ca  
www.ieim.uqam.ca

Entrée libre

INSTITUT  
D'ÉTUDES  
INTERNATIONALES  
DE MONTRÉAL  
UQAM

L'armoire, grande et fière, a toujours été témoin de notre histoire

Elle s'adapte aujourd'hui à nos besoins quotidiens tout en demeurant le classique de nos intérieurs

15% de réduction sur les armoires  
Jusqu'au 15 avril 05



MAISON DE MEUBLES  
Patrimoine

3932 Autoroute Laval Ouest (angle Cure-Labelle), Laval (Qc) H7T 2P7

450 687 6867

LE BAHUTIER

Armoire système de son



Meubles sur mesure!

Sur rendez-vous seulement

Tél.: 150.795.6900

# LES ACTUALITÉS

O G M

E N B R E F

## BT 10: Syngenta devra verser une amende de 460 000 \$

FABIEN DEGLISE

À l'amende. L'entreprise suisse Syngenta s'est vue imposer hier une amende de 460 000 \$ par les autorités américaines pour avoir répandu pendant quatre ans dans l'environnement des semences de maïs génétiquement modifié, le Bt 10, dont la vente n'a pas été autorisée. Le Canada, où cet OGM illégal a été planté dans les champs du Québec et de l'Ontario, l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) pourrait en faire tout autant.

«L'enquête se poursuit», a précisé hier Alain Charette, porte-parole de l'Agence, nous devons établir les faits, en premier. Les compagnies qui contreviennent à la loi cana-

dienne sur les semences s'exposent toutefois à des amendes variant de 50 000 \$ à 250 000 \$ et à des peines d'emprisonnement allant de six mois à deux ans.

À ce jour, près de 86 acres de ce maïs ont été découverts au pays. Ce chiffre représente toutefois une goutte d'eau au milieu des 35 000 acres contaminés au Bt 10 identifiés aux États-Unis.

Selon les informations obtenues par *Le Devoir*, Syngenta poursuit actuellement son enquête au Canada afin de retracer les endroits où ses semences sans autorisation de vente se seraient retrouvées. Le géant de l'agrochimie en fait autant d'ailleurs en Argentine, au Japon, en Afrique du

Sud et en Uruguay où le Bt 11, comme aux États-Unis et au Canada, est commercialisé. Dans les dernières années, le Bt 10 a pris la place de cet OGM dans plusieurs sacs de semence, par accident. Les deux semences sont de même parenté et produisent une protéine similaire, ce qui les rend difficiles à distinguer.

«Il est prématuré de dire combien cela va nous coûter», a expliqué Markus Payer, porte-parole de l'entreprise, joint hier au téléphone en Suisse. Cette erreur ne fait toutefois peser aucun risque pour la santé ou pour l'environnement. Élément d'une lignée, le Bt 10 a été mis à l'écart par l'entreprise, comme plusieurs autres se-

mences, selon lui, en raison d'une moins bonne performance, comparativement au Bt 11.

L'erreur d'ensachage n'inquiète pas outre mesure les producteurs de maïs du Québec qui n'ont pas l'intention de se plaindre ou d'intenter des recours contre le géant Suisse de la biotechnologie. «Ce n'est pas la première fois que [ce genre d'erreurs] arrive, a commenté plus tôt cette semaine Denis Couture, président de la Fédération des producteurs de cultures commerciales. S'il y a eu des problèmes de rendements, les producteurs devraient recevoir des compensations sur une base individuelle.»

Le Devoir

## Exercice antiterroriste

Gatineau — Un porte-conteneurs nigérian se dirigeant vers Halifax avec à son bord un mélange de produits chimiques toxiques qui s'écoule; au moins deux passagers débarquant du navire de croisière Comet Atlantic à Saint-Jean, Terre-Neuve, avec la peste bubonique; la police neutralisant une cellule terroriste en banlieue de Fredericton; d'importantes explosions secouant la ville de New London, dans l'État du Connecticut, d'autres localités de la côte Est américaine, libérant du gaz moutarde dans l'atmosphère. Chaos total: la plus importante vague d'attentats terroristes depuis le 11 septembre 2001 frappe à une vitesse vertigineuse. Autour d'une grande table dans une salle de conférence du gouvernement à Ottawa, deux douzaines de responsables fédéraux sont rivaux à leurs ordinateurs portables et préparent la suite... du scénar-

io fictif. Tout cela a fait partie de Topoff 3, un exercice de lutte contre le terrorisme à l'intention des hauts fonctionnaires élaboré à la demande du Congrès américain et auquel ont participé, outre les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada. L'exercice, qui, au Canada, porte le nom de «Triple Day» — et de «Atlantic Blue» au Royaume-Uni —, a eu lieu cette semaine, soit du 4 au 8 avril. Il s'agit du plus vaste exercice du genre jamais organisé. Plus de 10 000 personnes ont participé à l'événement qui est le troisième du genre à être demandé par le Congrès. Le premier avait été mené en mai 2000 et ne visait que les États-Unis. Topoff 2 a eu lieu en 2003 et consistait en des attaques simulées à Seattle et à Chicago. Le Canada y avait participé. Cette année, aux États-Unis, dans le cadre de Topoff 3 qui a nécessité environ deux années de préparation, les participants ont eu à réagir à des attaques au Connecticut et au New Jersey. — PC

## DROITE

### Le Québec de droite se divise en quatre grands courants

SUITE DE LA PAGE 1

donner un peu d'espace à la droite à la télévision, à la radio. On revient à une société plus normale, où il y a une gauche et une droite et où la droite ose s'affirmer. On a en effet vu Gagnon à TQS à quelques reprises récemment, lors des débats de fin de soirée. Le magazine *L'Actualité*, dans un récent dossier, a qualifié Gagnon d'un des seuls représentants de la «droite morale» au Québec. «C'est faux, nous sommes nombreux», rétorque Gagnon en soulignant qu'il a contribué à faire élire des représentants «pro-vie et pro-famille» aux instances du Parti conservateur lors du récent congrès à Montréal. Aussi, sa revue, *Égards*, n'est certes pas un succès de tirage, mais elle a suscité de nombreuses réactions. Il se réjouit: «Nous ne prêchons pas dans le désert», dit-il avant de lancer une maxime latine.

*Égards* n'est pas seule à être entrée en «résistance conservatrice». Au cours de la dernière année, le Club du 3-Juillet (date à laquelle Champlain fonda Québec), animé par l'historien Pierre Trépanier, de l'Université de Montréal, a lancé une *Lettre conservatrice*, diffusée par courriel à quelques centaines d'abonnés. Et en janvier, un cercle Raymond-Aron a été fondé à Montréal autour de Mathieu Bock-Côté, étudiant à la maîtrise en sociologie à l'Université du Québec à Montréal et ancien militant au Parti et au Bloc québécois.

#### Le débat

«Le débat a de plus en plus lieu», a affirmé Michel Kelly-Gagnon, directeur de l'Institut économique de Montréal, un *think tank* néolibéral, mardi à Radio-Canada. Indicateur présent, «temple de la gogauche» — pour citer l'autodérision de l'animatrice Marie-France Bazzo —, recevait ce matin-là quatre représentants de la «droite québécoise», dont Michel Bock-Côté, Christian Dufour, chercheur à l'ENAP, et Stéphane Gendron, maire d'Huntingdon, pour discuter de l'état de ces courants de pensée. La réaction à cette heure de propos politiquement incorrects a été impressionnante. «On a arrêté de compter à 300 courriels», raconte Mme Bazzo, quelque peu estomaquée. L'équipe s'attendait à recevoir une volée de bois vert des auditeurs à la suite de cette table ronde. Mais finalement, si une majorité s'est montrée très critique envers les idées des invités — contestant par exemple l'idée voulant que la gauche soit toute-puissante au Québec —, bon nombre d'auditeurs se sont réjouis «d'entendre un autre discours» que ceux, «consensuels», des invités fréquents tels la militante Françoise David ou l'ancien syndicaliste Gérard Larose. «Certains m'écrivent qu'ils songent à sortir du placard et à avouer qu'ils sont de droite», relate Marie-France Bazzo en rigolant. L'animatrice explique que c'est son côté sociologue qui lui a donné envie de faire cette table ronde. Non pas qu'elle ait renoncé à son penchant pour la

gauche, mais «ils ont été entre 35 000 et 50 000 à Québec à sortir dans la rue pour Jeff Fillion, par exemple. Ça reflète bien un phénomène réel. Aussi, les sondages nous montrent que des positions de droite sont plus fortes qu'on le croit. Nous, on s'est dit: il faut tenter de comprendre. Il ne faut pas attendre que ça nous éclate à la figure après des élections». Elle souligne au passage qu'entre les «énormités, les niaiseries, les horreurs, parfois, on se dit: mais je suis d'accord avec lui lorsqu'il dit cela».

#### De la Grande Noirceur à la Grande Clarté

Pour Christian Dufour, la société québécoise a depuis trop longtemps vécu dans une sorte d'unanimité de gauche instaurée par la Révolution tranquille. «Il y a clairement un déséquilibre. On est passés de la Grande Noirceur à la Grande Clarté. Si la première était oppressante, la seconde est aveuglante. On ne doute plus. On sait où il faut aller. Et ceux qui ne veulent pas suivre, on les ex-communions.» Le manifeste du Cercle Raymond-Aron proclame en effet que «la gauche a le monopole du cœur. Hors de l'Église progressiste, point de salut». Selon Christian Dufour, c'est pourquoi on est incapable de nuances dans la critique des PPP, qui a donné lieu à une «démonisation délirante du secteur privé».

Ce serait la question nationale qui aurait empêché depuis des lustres que le Québec se «rééquilibre sur le plan idéologique», dit Dufour. Dans ce contexte, la personne de droite est simplement exclue de l'identité nationale. «Lorsque Jean Charest, aux élections de 1998, a affirmé qu'il voulait repenser le modèle québécois, la manœuvre de Bouchard a été de dire qu'il n'aimait pas le Québec», rappelle l'historien Xavier Gélinas, qui «confesse» être conservateur (sans compter qu'il travaille au Musée des civilisations à Ottawa, où il occupe un poste de... conservateur).

L'historien Eric Bédard, de l'Université du Québec à Rimouski, estime qu'une certaine droite a développé une mentalité d'assiégé. Mais le plus grave est ailleurs, selon lui: l'interprétation «simpliste» qui confronte un «avant-1960 sombre et un après lumineux» nous empêche de percevoir la diversité du conservatisme passé. Nous avons une propension à chercher dans notre passé une seule et même chose: les indices de l'avènement de notre modernité, et ce, pour célébrer la Révolution tranquille. Si bien que «le conservateur, c'est toujours l'autre». Tout cela empêcherait la formation de véritables traditions intellectuelles et idéologiques puisque, dans cette perspective, tout ce qui vient avant 1960 est à jeter aux poubelles (comme l'a d'ailleurs déjà affirmé l'écrivain Jacques Godbout). Or, en fouillant le passé, on peut faire des rapprochements surprenants, note Bédard: «Certains radicaux ultramontains [...] rejetaient purement et simplement, un peu comme certains leaders de

l'Union des forces progressistes et des syndicats, le matérialisme américain; d'autres, plus modérés et réformistes, ont cherché [...] dans la "doctrine sociale de l'Église" des moyens de contrecarrer les effets désocialisants du libéralisme économique par la coopération locale (par exemple, le Mouvement Desjardins).»

Christian Dufour voit du reste dans la «domination de la gauche vertueuse» au Québec la marque d'une société où les valeurs féminines ont le haut du pavé, comme la générosité illimitée. «C'est sainte Janette Bertrand, priez pour nous», lance-t-il, provocateur. La droite, «c'est plus masculin; ce sont des valeurs liées au principe de réalité: "désolé, mais l'État n'a plus d'argent". Or on a besoin des deux!». Il note qu'on a souvent reproché à Margaret Thatcher de ne pas être une «vraie femme» parce qu'elle était de droite. Marie-France Bazzo souligne que pour organiser un débat sur ces questions, il est difficile de trouver des femmes de droite. Mais il y a au moins une exception, note Mme Bazzo: l'animatrice Isabelle Maréchal, qui joue les Ann Coulter *soft* de la télé québécoise (Coulter est cette blonde journaliste de droite abonnée aux *talk shows* de la chaîne Fox). Autre exception: Brigitte Pellerin, qui a écrit pour le magazine libertarien en ligne *Le Québécois libre* et qui publie des chroniques dans le *Ottawa Citizen*.

#### Quelle droite?

La droite? Il vaudrait peut-être mieux dire «les droites» tant les courants sont nombreux. On peut en cerner environ quatre dans le Québec d'aujourd'hui. Mais aucun d'entre eux ne refuse explicitement la démocratie ni ne s'attaque obsessionnellement aux immigrants. L'on peut dès lors conclure qu'il n'y a pas vraiment d'extrême-droite au sens européen du terme au Québec.

■ D'abord, la droite la plus visible, depuis les années 80, c'est la néolibérale. On la connaît: elle veut réduire les impôts, réduire la taille de l'État. Elle est obsédée par l'économie autant que l'était, dans l'autre extrême, le marxisme. Michel Kelly-Gagnon l'incarne à merveille, de même que d'autres têtes d'affiche comme le professeur Léon Courville. Politiquement, l'Action démocratique (ADQ) de Mario Dumont incarne cette tendance. Mais Rock Tousignant, de *La Lettre conservatrice*, affirme que dans l'orbite du PQ, l'ancien ministre Joseph Facal, maintenant professeur aux HEC, pourrait en faire partie.

■ La deuxième, c'est la droite populiste. Elle s'incarne de manière très visible par Stéphane Gendron (surtout depuis le retrait des ondes de Jeff Fillion), notamment en raison de sa position sur la peine de mort. Bien que M. Gendron illustre «la percée de la droite» au Québec, dit Luc Gagnon, il a toutefois un défaut: «Son programme n'est pas assez cohérent.» En effet, Gendron est en faveur du mariage homosexuel

et de l'avortement libre et gratuit. «Mais au moins, c'est un démolisseur», dit Gagnon. Or il faut démolir ce qui est corrompu, ce qui est pourri, comme toutes ces vieilles structures pourries des années 60, construites par les baby-boomers. Au reste, selon Louis Cornélius, chroniqueur aux essais du *Devoir*, il faudrait classer dans cette catégorie «populiste» le journaliste Claude Poirier, dont on a fait un héros en consacrant une série à ce tenant de la «loi et de l'ordre».

■ Troisièmement, il faut parler de la droite nationaliste intellectuelle. Elle est bien représentée par le Cercle Raymond-Aron, par exemple, qui entend «s'inspirer de la lutte aronienne contre le socialisme de son temps pour défendre les institutions de la démocratie libérale menacées par la montée de la nouvelle gauche québécoise». Ses positions à tendance républicaine et sans référence à la religion la rapprochent de celle d'un Jean-Pierre Chevènement en France.

■ La quatrième, c'est la droite traditionaliste. Elle est incarnée notamment par *Égards* et le Cercle du 3-Juillet. C'est la droite la plus «morale». Les deux croient en un «ordre transcendant» et aiment bien le cardinal Ouellet ainsi que le catholicisme d'avant Vatican II. Le Cercle du 3-Juillet fait fonds de la tradition canadienne-française. Son président, Pierre Trépanier, est un des grands spécialistes et admirateur de l'abbé Groulx.

Quant au groupe d'*Égards*, il admire George W. Bush, déteste l'État, la «culture gay», et s'inspire davantage de la tradition néoconservatrice américaine tout en citant Joseph de Maistre, écrivain français du XIX<sup>e</sup> siècle. Pierre Trépanier reproche même au groupe d'*Égards* d'être «étranger au traditionalisme canadien-français». C'est là, selon lui, «une droite apatride, dominée par le néoconservatisme, le néolibéralisme et l'impérialisme à l'américaine, et cela, jusqu'à la caricature: défendre Wal-Mart contre les mauvais syndicats!». Luc Gagnon rétorque: «Ah! on ne peut rapatrier tout du passé canadien-français et se replier sur la francité. Il faut s'ouvrir au monde. Or l'espoir pour la droite, actuellement, c'est les États-Unis.»

On trouve aussi dans *Égards* une tendance «trash» qui déplaît souvent même aux représentants du conservatisme. Xavier Gélinas, qui collabore à la revue d'histoire *Mens*, dit ne pas comprendre comment *Égards* peut publier, numéro après numéro, l'écrivain d'origine française Maurice Dantec, dont le style est pour le moins déchainé. «Le journal ou l'argot, ça détonne dans une revue qui se dit conservatrice», opine Gélinas.

Mathieu Bock-Côté, pour sa part, dit avoir refusé de se joindre à *Égards*. Quant à *La Lettre conservatrice*, il la qualifie de «bouffonnerie».

En somme, Luc Gagnon, avec *Égards*, a beau vouloir promouvoir un «accuménisme de droite», la partie semble loin d'être gagnée.

# Alors que votre monde s'éveille...

L'information nouvelle  
De 5 h à 10 h

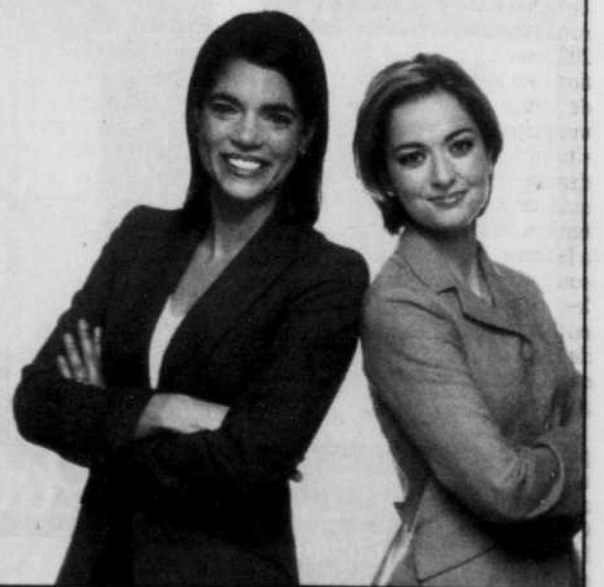
Avec Pénélope Garon et Julie Couture

LCN

LE CANAL NOUVELLES  
TVCA

© QUÉBECOR MEDIA

lcn.canoe.com



# LES ACTUALITÉS

## CHRÉTIEN

SUIITE DE LA PAGE 1

décrocher ses premiers contrats avec le fédéral. «Je suis sûr d'avoir des mandats», avait lancé le fondateur de Groupaction à M. Renaud.

M. Renaud raconte que Jean Brault lui a montré des chèques émis au nom de «Michel Fournier notaire in trust» et «Daniel-Yves Durand» dès leur première rencontre d'affaires sérieuse, le 14 novembre 1994. «Il m'a confirmé qu'il avait donné beaucoup d'argent, quelque chose comme 50 000 \$ à l'époque», a témoigné M. Renaud. MM. Fournier et Durand travaillaient tous deux au bureau de M. Chrétien lors de la campagne électorale.

M. Brault a aussi confié à M. Renaud qu'il avait participé à un cocktail privé d'un sénateur libéral où les invités devaient arriver avec 10 000 \$, à la demande de Michel Fournier.

Les contributions déclarées de Jean Brault au Parti libéral du Canada (PLC) se chiffrent à 455 \$ pour 1993 et à 4399 \$ en 1994, selon la compilation d'Élections Canada. Les enquêteurs de la commission Gomery n'ont retrouvé aucune trace de chèques émis par Groupaction et ses nombreuses filiales pour des contributions versées au PLC pendant ces deux années.

Se décrivant comme un vendeur dans l'âme depuis l'adolescence, M. Renaud a proposé ses services à Brault lors de cette rencontre, expliquant à l'homme d'affaires qu'il devait d'abord amorcer un processus de qualification de son entreprise auprès de l'appareil administratif. «M. Brault m'a dit: "Va donc voir mes deux "chums", on devrait être capables de faire quelque chose", une référence implicite à Michel Fournier et Pierre-Yves Durand.

### Ingérence politique

Les révélations d'Alain Renaud, payé 1,1 million par Jean Brault pour lui ouvrir les portes du PLC et les coffres de l'État, promettent d'être tout aussi mordantes que celles de son ex-patron.

En faisant un lien entre le financement occulte du parti et l'octroi de contrats de commandite, M. Brault a amené la commission dans une nouvelle dimension, éclaboussant au passage la famille libérale. Alain Renaud lui a donné en partie raison, hier, entres autres sur un troublant épisode survenu en l'an 2000, tout juste après le départ de Charles Guité, qui était à la direction du programme des commandites.

Après avoir reçu des contrats de commandite de 11,7 millions en 1999, Groupaction a été complètement écartée en 2000 lorsque Pierre Tremblay a pris la relève de M. Guité. MM. Brault et Renaud ont pris un vol notifié d'urgence pour Ottawa, où ils ont été accueillis par une limousine appartenant au fils de Charles Guité.

Ils ont été conduits au ministère des Travaux publics, où ils ont rencontré Jean-Marc Bard, le chef de cabinet du ministre en titre, Alfonso Gagliano. «On a rencontré M. Bard, qui a sorti la liste et, effectivement, Groupaction n'était pas là, a relaté hier Alain Renaud. M. Bard a examiné ça en disant: "En effet, ça n'a pas de sens, on va rectifier ça". Et le dossier était réglé.»

À l'issue de cet épisode, qui confirme de nouveau l'ingérence du politique dans le choix des

agences de publicité, M. Brault a confié à M. Renaud qu'il «s'ennuyait de Chuck», faisant référence à Charles Guité. «Avec Chuck, il y avait toujours un million et demi que je pouvais "padder" [NDLR: charger en trop] dans mes mandats», a dit M. Brault à M. Renaud.

Cette information a été corroborée avant-hier par Jean Lambert, un ancien vice-président de Groupaction. Lors d'un épisode «étonnant», M. Brault avait appelé Charles Guité en sa présence, après avoir étalé une série de contrats sur son bureau. Le publicitaire a «demandé ou suggéré à M. Guité qu'il faudrait majorer certains de ces contrats-là de tant de dollars [...], c'était des montants qui pouvaient varier de 50, 75, 100 000 \$, de mémoire», a expliqué Jean Lambert.

Alain Renaud n'a formulé que des éloges à l'égard de Charles Guité, assurant que les contrats avaient été octroyés «selon les règles de l'art», sous sa gouverne. C'est pourtant M. Guité, un fonctionnaire fédéral, qui a suggéré à M. Renaud de s'entretenir avec Jacques Corriveau, un ami de M. Chrétien trempé jusqu'au cou dans le scandale.

Lorsqu'il cherchait à rabattre des contrats de commandite vers Groupaction, M. Renaud ne trouvait pas meilleur allié que Michel Béliveau, l'organisateur en chef de Jean Chrétien dans sa circonscription. D'un seul coup de fil à Jean Pelletier, le chef de cabinet du premier Chrétien, M. Béliveau pouvait faire des petits miracles.

M. Renaud soutient malgré tout qu'il a été entraîné au sein de la machine libérale à l'invitation de son patron, Jean Brault. Il n'avait réalisé «aucune activité» militante pour le PLC avant de s'associer à Groupaction. Le lobbyiste nie enfin de façon catégorique qu'il ait pu exercer des menaces sur Brault avec le concours de Tony Mignacca, en laissant croire à l'entrepreneur qu'il perdrait le contrat de Via Rail s'il ne gardait pas Renaud sous son aile. Cette rencontre n'a jamais eu lieu, assure le vendeur dans l'âme.

### Le PQ dans l'embarras

Jean Brault a par ailleurs versé 100 000 \$ sur deux ans au Parti québécois parce qu'il était catastrophé à l'idée de perdre le contrat de publicité de la Société des alcools du Québec (SAQ), évalué à cinq millions, a confirmé M. Renaud. C'est lui qui a organisé une rencontre entre Jean Brault, Ginette Boivin et Michel Hébert, deux responsables du financement au PQ, en octobre 1996. «Il m'a demandé si je ne connaissais pas quelqu'un au PQ qui pourrait avoir une bonne oreille pour lui. Étant donné que je suis dans le domaine des oreilles, je l'ai assis avec les bonnes personnes, il s'est entendu avec elles», a dit Renaud.

M. Brault a avoué par la suite à Alain Renaud et à Jean Lambert qu'il avait dû allonger 50 000 \$ par année, pendant deux ans, pour consolider sa position à la SAQ.

Alain Renaud a aussi ouvert à Groupaction les portes du cabinet du premier ministre québécois Lucien Bouchard, en mai 1996, pour qu'elle obtienne les contrats de publicité de Télé-Québec. Encore une fois, Jean Brault a dû mettre la main dans son portefeuille pour un montant inconnu, sous forme de contributions de la part de ses employés.

Le Devoir

## Élections municipales le 6 novembre

JEANNE CORRIVEAU

Les élections municipales auront finalement lieu le 6 novembre prochain, comme prévu, a tranché la ministre des Affaires municipales, Nathalie Normandeau, mettant ainsi fin aux conjectures à propos d'un scrutin hâtif. La ministre estime qu'il s'agit de la date la plus susceptible de favoriser un meilleur taux de participation des électeurs.

Au cours des dernières semaines, plusieurs dates avaient été évoquées pour la tenue d'élections devancées à la suite de demandes exprimées par plusieurs maires et conseillers municipaux. Les élus des municipalités qui seront reconstituées le 1<sup>er</sup> janvier 2006 souhaitaient la tenue d'élections en juin afin d'accorder plus de temps aux nouveaux conseils municipaux pour préparer la transition. Mais la ministre Normandeau a estimé que cette période, qui marque le début de l'été et la fin des classes, n'était pas propice à la tenue d'un scrutin. Et ce que souhaite la ministre, c'est inciter les citoyens à voter en grand nombre. Pour la même raison, la date du 25 septembre a été rejetée car il aurait fallu mener une campagne électorale en août.

La ministre a envisagé d'opter pour le premier dimanche d'octobre, comme le réclamait le maire de Québec, Jean-Paul Allier. Celui-ci avait fait valoir auprès de la ministre que la température était plus clémente en octobre et

qu'avec un scrutin hâtif, les nouveaux élus disposeraient de quatre semaines de plus pour élaborer les budgets de leurs villes respectives. Mais comme il s'agissait de la fin de semaine de l'Action de grâce, la ministre y a finalement renoncé. «Et si on avait tenu le scrutin la semaine suivante, on aurait dû tenir l'élection par anticipation la fin de semaine précédente, donc celle de l'Action de grâce. Donc, on a conclu que le gros bon sens commandait qu'on maintienne le scrutin pour l'ensemble des municipalités le 6 novembre», a expliqué Mme Normandeau hier.

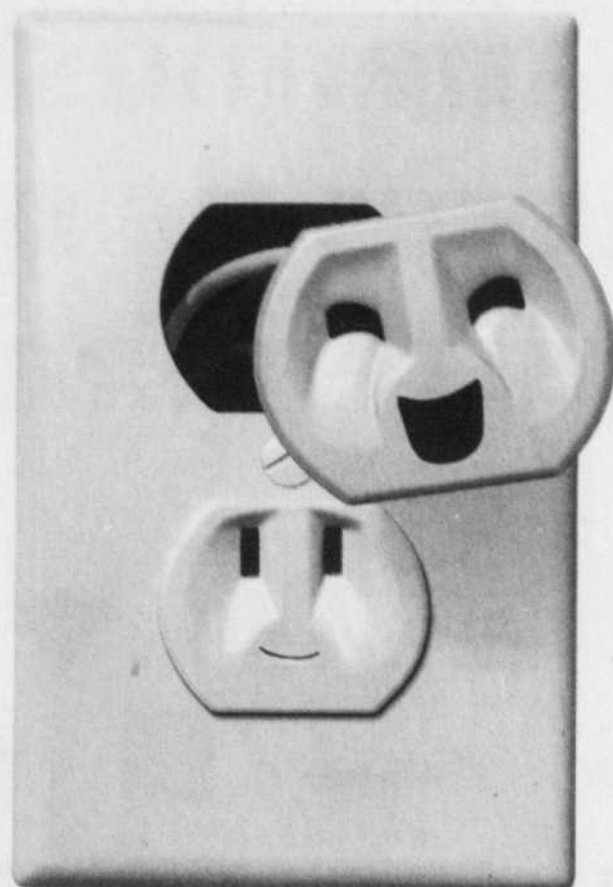
«Je pense qu'il faut créer les meilleures conditions qui vont permettre à un maximum d'électeurs de se prononcer dans le cadre d'élections municipales», a poursuivi la ministre, qui souhaiterait voir le taux de participation des électeurs grimper cette année. Rappelons que ce taux se situe habituellement aux environs de 50 % lors de scrutins municipaux.

À l'Union des municipalités du Québec (UMQ), la décision de la ministre n'a pas fait beaucoup de vagues. Le président de l'UMQ, Michel Tremblay, avait appuyé la proposition du maire L'Allier car il jugeait l'idée intéressante, a indiqué hier son porte-parole, François Sormany. «Que la ministre décide de maintenir la tenue des élections à la première semaine de novembre, on vit très bien avec ça. Et c'est bien qu'elle l'annonce dès maintenant», a-t-il dit.

Le Devoir



MIEUX  
CONSOMMER



## Tempérez vos thermostats!

Profitez de cette offre pour vous procurer des thermostats électroniques. Plus précis, ils éliminent les écarts de température et vous assurent plus de confort, tout en vous faisant économiser jusqu'à 10% sur vos frais de chauffage.

## Économisez jusqu'à 130 \$

Maximum par maison unifamiliale, condo ou établissement commercial.

par remise postale

Communiquez avec votre maître électricien pour connaître les remboursements applicables aux duplex, aux triplex et aux immeubles à logements multiples. Si vous achetez chez un détaillant, n'oubliez pas de conserver vos codes à barres (CUP) originaux.

ACHAT



MIEUX  
CONSOMMER

**Achetez cinq thermostats électroniques\* pour plinthes électriques chez un détaillant ou auprès d'un maître électricien membre de la CMEQ et recevez 45 \$ par la poste.**

Obtenez un remboursement additionnel de 10 \$ par thermostat pour le sixième et le septième thermostats achetés.



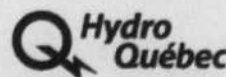
INSTALLATION



MIEUX  
CONSOMMER

**Faites installer cinq thermostats électroniques\* pour plinthes électriques par un maître électricien membre de la CMEQ et recevez 45 \$ par la poste.**

Obtenez un remboursement additionnel de 10 \$ par thermostat pour le sixième et le septième thermostats installés.



\*Thermostats programmables ou non programmables. Les convecteurs avec thermostat intégré sont également admissibles. Voir les autres modalités au verso.



## LES ACTUALITÉS

## RESSAC

SUIITE DE LA PAGE 1

prennent les révélations, il va y avoir un regain d'intérêt très fort, c'est certain. Ça fait les manchettes partout. Les gens voient les pratiques scandaleuses et, pour eux, c'est impardonnable.»

Même scénario dans la Ville-reine, où la population va de nouveau porter un œil très attentif aux révélations à venir, selon Stephen Clarkson, politologue à l'université de Toronto. Selon lui, le témoignage de Jean Brault a eu l'effet d'un véritable électrochoc en Ontario «mais aussi ailleurs au pays». «À court terme, l'impact est énorme et dévastateur pour les libéraux. Pour la population, les sommes sont faciles à saisir, les enjeux sont clairs et le dossier est connu», a soutenu M. Clarkson.

À la radio et à la télévision, les tribunes citoyennes ne déroguaient pas hier et jeudi soir, les citoyens criant leur indignation devant l'ampleur que prend le scandale. Les libéraux ont été décrits comme étant «corrompus» et «pourris», mais toute la classe politique en a pris pour son rhume.

Il s'agit d'une réaction épidémique compréhensible, soutient Richard Simeon, professeur de science politique et de droit à l'université de Toronto. «Les gens sont plus exigeants qu'il y a 20 ou 25 ans, dit-il. Nos médias sont aussi plus inquisiteurs et les citoyens ont davantage soif de transparence. Les attentes de la population envers la politique ont donc augmenté.»

## Une couverture hors de l'ordinaire

Et la tempête ne risque pas de se calmer de sitôt, si on en croit l'attention que les quotidiens du pays ont accordée aux révélations de Jean Brault. En effet, les manchettes coups-de-poing étaient de mise hier. «Extorsion», titrait le *Calgary Herald* en gros caractères blancs sur fond noir avec, en guise de sous-titre, les mots «fraud, kickback, shady deal» («fraudes, ristournes, ententes louches»).

Si la couverture du *Calgary Herald* remporte la palme des manchettes assassines, photos et citations dévastatrices de Jean Brault à l'appui, ce journal est suivi de près par un grand nombre de quotidiens. Tous rivalisaient d'imagination hier pour bien faire comprendre à leurs lecteurs que la situation sort de l'ordinaire et que les allégations dépassent tout ce qui était connu jusqu'à maintenant dans le scandale des commandites.

Le *Ottawa Sun*, tabloïd de la capitale, titrait «Disgrace» («Une honte»), lui aussi en lettres blanches sur fond noir, avec, en sous-titre, «corruption éhontée». Le *National Post*, avec sa nouvelle mise en pages plus frappante en kiosque, y allait d'une première page complètement bleue avec, comme manchette, «Bombshell» («l'effet d'une bombe») en lettres de quatre pouces de hauteur. Le *Post* ne publiait aucun texte en une, seulement une citation de Jean Brault en gros format: «Il n'y a aucun doute à mon esprit. Ma compréhension était que l'argent était destiné au Parti libéral du Canada.»

L'influent *Globe and Mail* arborait bien en évidence, en lettres noires carrées, le titre «The smoking gun» («preuve tangible») sur toute la largeur de sa une, suivi d'un très long texte détaillé sur les allégations de Jean Brault. Le *Toronto Star*, qui a le plus fort tirage au pays, y allait d'un titre plus élaboré: «Secret testimony revealed - Cash funnelled to Liberals» («témoignage secret révélé: l'argent était dirigé vers les libéraux»).

Le *Ottawa Citizen* peut se tar-

guer d'avoir publié le plus long texte à ce sujet au pays, faisant près de deux pages pleines. Le *Vancouver Sun*, le grand journal de qualité de la Colombie-Britannique, qui jouait aussi en manchette le témoignage de Jean Brault, affichait une mise en page intérieure toute en couleurs et remplie de montages graphiques et photos saisissantes. Tous les journaux consacraient entre quatre et huit pages aux révélations du publicitaire maintenant le plus connu au pays.

## Coups de sonde dévastateurs à venir

Le cocktail brassé par les révélations et le battage médiatique va incontestablement se répercuter dans les prochains sondages. Ceux-ci devraient montrer une chute importante des intentions de vote en faveur des libéraux, avante Philip Resnick et Stephen Clarkson. Une descente aux enfers qui pourrait être comparable à celle consécutive au dépôt du rapport de la vérificatrice générale, Sheila Fraser, en février 2004. Après les révélations de la vérificatrice, les libéraux avaient perdu 17 points dans les sondages nationaux, en route quelques mois plus tard vers un gouvernement minoritaire.

Et puisque le témoignage de Jean Brault va plus loin, décortiquant un système généralisé de pots-de-vin et de contributions illégales à une caisse secrète du PLC, l'opinion publique pourrait encore davantage prendre la formation politique de Paul Martin en grippe. «À court terme, c'est un sacré coup pour le Parti libéral. C'est très négatif pour lui. Les premiers sondages devraient montrer un net déclin pour les libéraux», affirme Philip Resnick.

Tout serait alors à refaire pour le PLC, qui avait repris du poil de la bête dans les derniers coups de sonde, prenant quelque 14 points d'avance sur les conservateurs. «Les intentions de vote vont chuter, c'est certain, il n'y a pas de doute possible», dit Stephen Clarkson. C'est le grand scandale. L'attention des gens est ravivée, et beaucoup plus qu'au cours des dernières semaines. Aussi, les révélations sont plus grosses que ce que la vérificatrice générale avait démontré.»

Pour le premier ministre Paul Martin, une campagne électorale dans quelques semaines serait difficile à traverser. «Même si Paul Martin était un politicien habile, ce qu'il n'est pas, il serait impossible pour lui de soutenir une rage publique de cette ampleur», juge Stephen Clarkson. Et même si les élections ont lieu à l'automne, le rapport du juge Gomery ravivera les tensions.»

Le premier ministre devra également se battre contre la fatigue des électeurs à l'endroit du PLC. «Les électeurs n'ont jamais pu punir Jean Chrétien de ses agissements parce qu'il a démissionné pendant qu'il était au pouvoir. Les gens vont vouloir le faire payer, et c'est Paul Martin qui pourrait écopper. Le défi pour lui consiste à se dissocier de ce scandale», soutient Richard Simeon.

Les partis d'opposition à la Chambre des communes continuent d'ailleurs de jongler avec leurs options. Une motion de non-confiance qui ferait tomber le gouvernement n'est pas exclue au cours des prochaines semaines. Le Bloc québécois réfléchit toujours à la possibilité de le faire dès jeudi, même si la formation souverainiste pourrait laisser passer quelques semaines avant de s'allier aux conservateurs, actuellement moins enthousiastes à l'idée d'aller aux urnes aussi tôt.

Le Devoir

# Procurez-vous vos thermostats auprès de nos partenaires



**Modalités :** Remplissez ce ou ces bons et envoyez-les par la poste avec une copie de la facture et les codes à barres (CUP) originaux aux **Promotions Redemco inc.**, à l'adresse ci-dessous. Si vous achetez vos thermostats auprès d'un maître électricien, assurez-vous que son numéro de licence ainsi que la marque, le numéro du modèle et le prix des thermostats sont indiqués sur la facture. Dans le cas d'un immeuble à logements multiples, vous devez également préciser le nombre de logements dans lesquels les thermostats ont été installés. Seuls les bons lisibles et dûment remplis seront acceptés. Veuillez prévoir de six à huit semaines pour la réception de la remise postale. L'achat et (ou) l'installation doivent être effectués entre le 1<sup>er</sup> février 2004 et le 31 décembre 2005. Les demandes de remboursement doivent être postées dans les deux mois suivant l'achat ou l'installation. Hydro-Québec n'est pas responsable des bons perdus, mal acheminés, illisibles ou incomplets. Cette offre de remise postale est soumise à toutes les lois fédérales et provinciales ainsi qu'à tous les règlements municipaux applicables. Toute soumission frauduleuse est passible de poursuite judiciaire. Cette promotion peut être modifiée sans préavis. Offre valide au Québec seulement. La Loi sur le bâtiment exige que l'installation des thermostats soit réalisée par un membre accrédité de la Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ).

Vous pouvez consulter le répertoire des membres de la CMEQ à l'adresse suivante : [www.cmeq.org/repertoire\\_me/index.asp](http://www.cmeq.org/repertoire_me/index.asp).

Postez à : Les Promotions Redemco inc., C.P. 2010, Longueuil (Québec) J4K 5J9  
1 866 733-3626 • (514) 990-3514

Langue de correspondance: Français  Anglais 

Nom et prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_ App.: \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_

Province: \_\_\_\_\_ Code postal: \_\_\_\_\_ Téléphone: \_\_\_\_\_

Propriétaire  Locataire 

## Type de bâtiment :

Commerce  Duplex  Copropriété Unifamilial  Triplex  Logements multiples 

Immeuble à logements multiples: N° de logements visés \_\_\_\_\_

Postez à : Les Promotions Redemco inc., C.P. 2010, Longueuil (Québec) J4K 5J9  
1 866 733-3626 • (514) 990-3514

Langue de correspondance: Français  Anglais 

Nom et prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_ App.: \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_

Province: \_\_\_\_\_ Code postal: \_\_\_\_\_ Téléphone: \_\_\_\_\_

Propriétaire  Locataire 

## Type de bâtiment :

Commerce  Duplex  Copropriété Unifamilial  Triplex  Logements multiples 

Immeuble à logements multiples: N° de logements visés \_\_\_\_\_

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## Comment nous joindre?

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor World, St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. Le *Devoir* est distribué par Messagerie Dynamiques, division de Corporation Sun Media, 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.